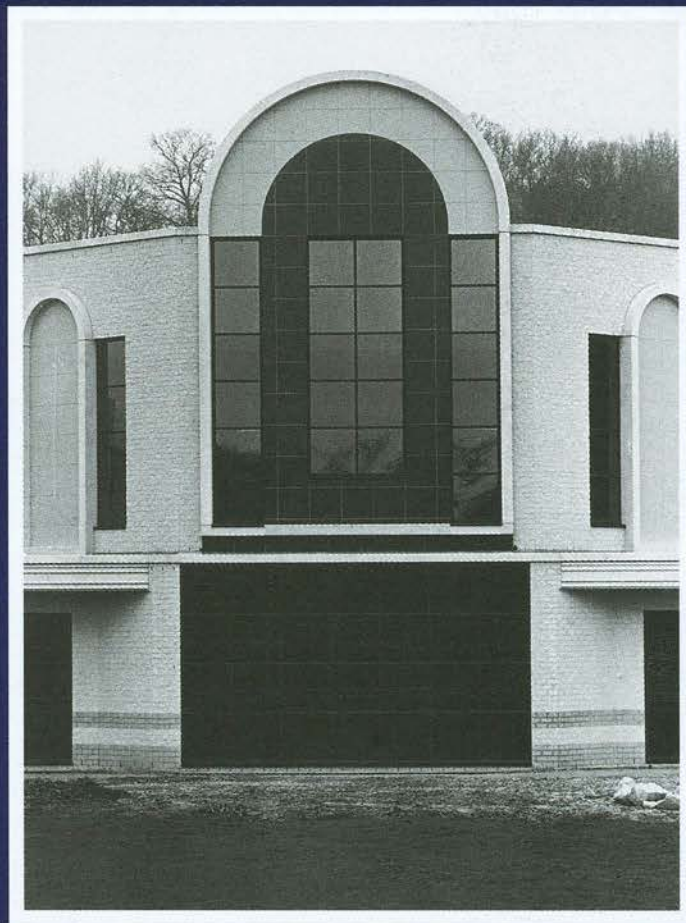


DE REIDER



**informationsblad
vun der
gemeng ettelbréck**



nummer 23

märz 1998

Titelbild: D'Sportshal, e neit Gesiicht!

Foto: Arthur Muller

Herausgeber:	Schöffenrat der Gemeinde Ettelbrück®
Redaktion:	Bassing Georges, Dondelinger Will, Halsdorf Claude, Karpen Jean-Paul, Muller Arthur, Schaaf Jean-Paul
Layout:	Muller Arthur
Druck:	Imprimerie du Nord S.A., Diekirch

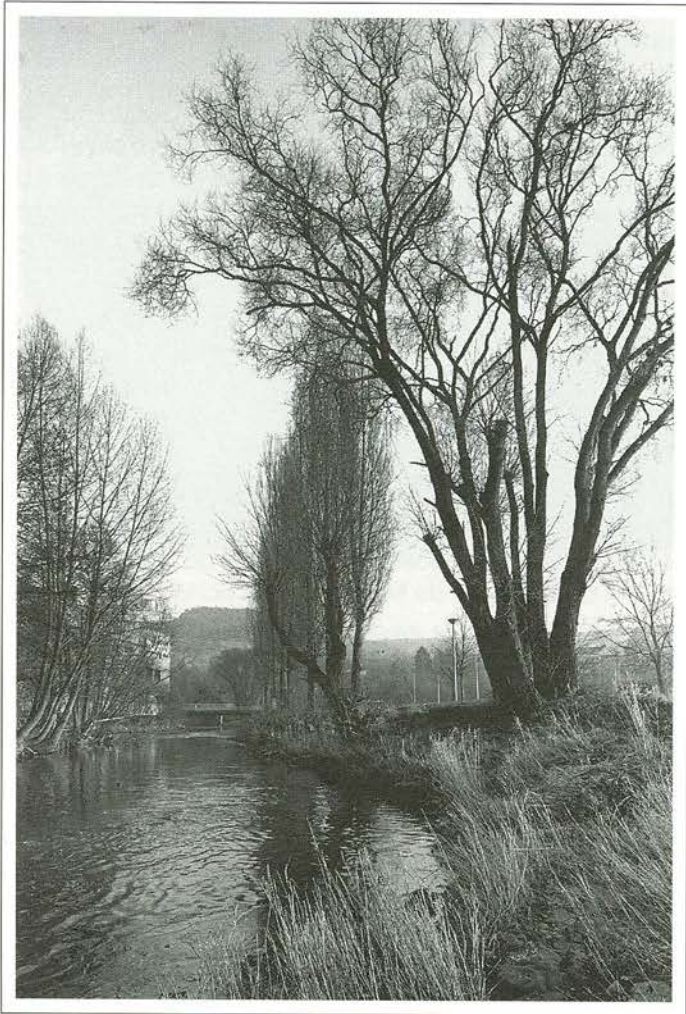


Foto: Arthur Muller

informationsblad vun der gemeng ettelbréck

In dieser Nummer

Délibérations du Conseil communal:

- Séance du 25 juillet 1997 2
- Séance du 30 septembre 1997 5
- Séance du 1^{er} décembre 1997 8

Inauguration du Hall sportif 7

Evolution de la population scolaire 9

Ecoles primaires: Classes et titulaires 10

Centre culturel 11

Abwasserzweckverband „SIDEN“ 12

Service „Krank Kanner doheim“ 15

Europa der Bürger 16

Energiesparen ist Klimaschutz 16

Die Polizei rät 18

De Bicherbus 18

Neuerscheinungen: Au nom de la loi 19
Veräiner fir di Jonk

Die Ettelbrücker Tierärzte (II) 20

Jüdische Bevölkerung in Ettelbruck (I) 26

Délibérations du conseil communal

Séance publique du 25 juillet 1997

Présents: Juncker, Feypel-Diederich, Kraus, Burg, Ludwig, Gengler, Ledesch, Arendt, Schaaf, Petry.

Absents, excusés: Halsdorf, Spautz, Michels.

1. Personnel enseignant: Démission

Le conseil communal décide à l'unanimité d'accorder à Mademoiselle Anne SCHEIFER, institutrice d'enseignement primaire, démission de ses fonctions avec effet au 14 septembre 1997.

2. Personnel enseignant: Nominations

Le conseil communal procède par scrutin secret à la nomination unanime de Mademoiselle Mariette KETTEL de Medernach, détentrice du certificat de qualification, au poste de chargée de direction d'une classe d'enseignement primaire auprès de l'administration communale de la Ville d'Ettelbruck pour l'année scolaire 1997/98.

Le conseil communal procède par scrutin secret à la nomination unanime de Mademoiselle Marie-Laure GERGEN de Bissen, détentrice du certificat de qualification, au poste de chargée de direction d'une classe d'enseignement primaire auprès de l'administration communale de la Ville d'Ettelbruck pour l'année scolaire 1997/98.

Le conseil communal procède par scrutin secret à la nomination unanime de Madame Viviane PRIES-BERG d'Ettelbruck au poste de chargée de direction d'une classe d'enseignement primaire auprès de l'administration communale de la Ville d'Ettelbruck pour l'année scolaire 1997/98.

Le conseil communal procède par scrutin secret et par toutes les voix à l'engagement de Mademoiselle Marianne RIETH d'Ettelbruck comme chargée de direction des cours d'éducation physique à l'enseignement primaire auprès de l'administration communale de la Ville d'Ettelbruck pour l'année scolaire 1997/98.

Le conseil communal procède par scrutin secret et à l'unanimité des voix à l'engagement de Madame Jacque-

line ANGELSBURG-SCHMIT d'Ettelbruck comme chargée de direction des cours d'appui à l'enseignement primaire auprès de l'administration communale de la Ville d'Ettelbruck pour l'année scolaire 1997/98.

Le conseil communal procède par scrutin secret et par unanimité à l'engagement de Mademoiselle Sandra FREDERES d'Enscherange comme chargée de direction à un poste de surnuméraire à l'enseignement primaire auprès de l'administration communale de la Ville d'Ettelbruck pour l'année scolaire 1997/98.

Le conseil communal décide à l'unanimité de confier à Madame Martine NEVEN-BILLA de Vianden le poste de mi-temps de chargée de direction de la classe de Madame Jeanine Garganese-Ries pour la durée de l'année scolaire 1997/98.

Le conseil communal décide à l'unanimité de confier à Madame Andrée LEPAGE-MAY, pour la durée de l'année scolaire 1997/98, le poste de mi-temps de chargée de direction de la classe de Madame Yola Scharz-De Waha.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'engager Madame Mady MANNON-ROEF de Breitweiler comme chargée de direction des cours d'éducation morale et sociale à l'enseignement primaire auprès de l'administration communale de la Ville d'Ettelbruck pour l'année scolaire 1997/98.

3. Personnel enseignant: Congé

Le conseil communal décide à l'unanimité de proposer à Monsieur le Ministre de l'Education Nationale et de la Jeunesse d'accorder à Madame Annique MULLER-FEIDER, institutrice d'enseignement préscolaire, un congé pour travail à mi-temps pour la période du 15 septembre 1997 au 15 septembre 2004.

Séance publique du 30 septembre 1997

Présents: Juncker, Feypel-Diederich, Kraus, Burg, Gengler, Halsdorf, Ledesch, Arendt, Spautz, Michels, Petry.

Absent, excusé: Schaaf.

1. Bilan de la Clinique Saint-Louis

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le bilan au 31/12/1996 de la Clinique Saint-Louis tel qu'il a été arrêté par la commission administrative dans sa séance du 29/07/1997.

Montant total des recettes ordinaires:	1.352.378.157
Montant total des dépenses ordinaires:	1.348.707.645
Résultat ordinaire:	3.670.512



D'Sportshal kurz virun der Aweihung

Fotos: Arthur Muller

2. Titres de recettes 1996

Vente de livres	134.674
Part Etat - école préscolaire Bêchel (3 ^e tranche)	3.000.000
Part Etat - centre complémentaire (solde)	13.872.148
Part Etat - Hall Omnisports (4 ^e et 5 ^e tranches)	20.000.000
Part Etat - centre culturel	110.000.000
Part Etat - auberge de jeunesse	4.760.000
Part Syndicat - Camping Kalkesdelt	2.000.000
Part Etat - prolongement digue Wark	912.188
Part Etat - réfection Haupeschaach	750.000
Part Etat - prolongement promenade Deich	2.195.388
Remboursement frais de publication commodo	158.583
Timbres cartes d'identité - part Etat	5.120
Recensements - part Etat	59.480
Livres scolaires - part parents	553.985
Ecole prim. - repas de midi - part parents/Etat	190.975
Recettes concerts - commission culturelle	198.050
Subside Journées Agricoles	380.000
Recettes Journées Agricoles	2.334.447
Cours de musique - part Etat	11.970.682
Chemins ruraux - part Etat	1.019.839
Vente de bois	2.219.271
Travaux forestiers - part Etat	357.250
Location de la pêche	11.343
Location de la chasse	581.417
Intérêts de capitaux	8.274.492
Consommation éclairage public - part Etat	303.432
Charges Centre Kennedy - Foyer Hiirzebiërg	533.288
Recettes diverses	1.866.015
CNAMO - remb. indemnités pécuniaires	2.608.890
Voirie 1996	241.791
Traitements fonctionnaires - part Etat	2.234.452
Remboursement réparation conduite d'eau	954.424
Remboursement réparation réseau électrique	929.107
Loterie nationale - numéros gagnants	6.650
Remboursement Etat - congé syndical et sportif	27.286
Centre de documentation pédag. - part communes	395.075
Remplacement personnel enseig. préscol. - part Etat	156.290
Remplacement personnel enseig. primaire - part Etat	5.704.009
Dotation de l'Etat	188.754.913
Assurance vieillesse et invalidité - remboursement	182.903
Impôt foncier	6.877.581
Service d'incendie - part Etat 1995 et 1996	2.846.393
Entretien piste cyclable - part Etat	500.000
City-Bus - vente des billets	391.015
Abattoir - remboursement taxe d'épuration 1995 et 1996	2.882.204
SIGI - décompte 1996	111.241
Traitements maîtresses jard. d'enf.: part Etat 1995 et 1996	20.727.126
Classe d'accueil - part Etat	50.000
Assistance publique - part Etat 1995 et 1996	7.401.854
Repas sur roues - vente:	2.238.300
Remboursement TVA 1995:	1.333.351
TOTAL:	436.196.922

Le conseil communal approuve à l'unanimité les titres de recettes de l'exercice 1996 au montant total de 436.196.922 F.

3. Approbation définitive d'un plan d'aménagement particulier

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver définitivement le projet d'aménagement concernant des fonds sis à Ettelbruck au lieu dit rue du Camping sous réserve de certaines conditions à observer par le promoteur.

4. Règlement particulier concernant le développement harmonieux du tissu bâti

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver définitivement le règlement particulier concernant le développement harmonieux du tissu bâti de la Ville d'Ettelbruck et de la localité de Warken. Toutefois l'article 8 du règlement en question est à rayer.

5. Plan de gestion forestière 1998

Frais de culture	1.864.000
Frais de coupe	990.00
Total des dépenses:	2.854.000
Droit de chasse et de pêche, subsides	809.000
Vente de bois	1.930.000
Total des recettes:	2.739.000
Excédent des dépenses:	115.000

6. Approbation de divers actes

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver:

- L'acte du 12 septembre 1997 relatif à l'acquisition d'un bâtiment-place situé au lieu-dit Place Marie-Adélaïde à Ettelbruck, partie du numéro cadastral 464/5729, d'une contenance d'environ 6,17 ares, appartenant à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, au prix de 10.585.000 F, dans l'intérêt de l'aménagement de locaux pour les sociétés.
- L'acte du 15 septembre 1997 relatif à l'acquisition d'un local commercial situé au Shopping Center Kennedy à Ettelbruck dans l'intérêt de l'agrandissement du Foyer de Jour Hiirzebiërg.
- L'acte du 17 juillet 1997 relatif à l'acquisition d'une maison d'habitation avec atelier et dépendances située à Ettelbruck, 9, rue de la Synagogue, dans l'intérêt de l'aménagement de locaux pour les sociétés.

7. Devis divers

Renouvellement de la canalisation

Le conseil communal décide à l'unanimité

- d'approuver le devis de 5.000.000 F relatif au renouvellement de la canalisation d'eaux pluviales entre le déversoir rue Michel Weber et l'Alzette à Ettelbruck;



Haart Diskussiounen an der Foussgängerzon

Foto: Arthur Muller

- d'inscrire un crédit spécial de 5.000.000 F à l'article 4/0733/2143/01 du budget 1997 dans l'intérêt du renouvellement de la canalisation d'eaux pluviales entre le déversoir rue Michel Weber et l'Alzette à Ettelbruck;
- d'augmenter de 5.000.000 F le prêt prévu à l'article 1/1410/1610 du budget 1997.

Réalisation de 39 emplacements de stationnement

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le devis de 5.024.077 F relatif à la réalisation de 39 emplacements de stationnement aux abords de la rue du Canal à Ettelbruck.

Raccordements à la centrale de cogénération

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver le devis de 28.000.000 F relatif au raccordement du centre culturel, de la zone piétonne et des bâtiments scolaires de la place Marie-Thérèse à la centrale de cogénération en construction dans la rue Michel Weber à Ettelbruck.

8. Education précoce (Projet pilote)

Le conseil communal décide à l'unanimité de faire fonctionner à titre de projet pilote un service d'enseignement précoce pendant le deuxième et le troisième trimestre de l'année scolaire 1997/98 selon les modalités suivantes:

- engagement de deux éducateurs/trices avec contrat à durée déterminée, soit du 01/01/1998 au 15/07/1998;

- création de 5 groupes à 12 ou 13 enfants (15 enfants maximum) à raison de deux demi-journées par semaine;
- aménagement d'une salle à l'école préscolaire „um Bëchel“;
- le coût du projet est estimé à 1.800.000 F;
- la participation des parents est fixée à 2.000 F par trimestre et par enfant;
- le transport des enfants devra être assuré par les parents;
- un suivi psychopédagogique sera assuré selon les besoins moyennant une convention avec les services de l'éducation différenciée ou avec des a.s.b.l. spécialisées en la matière.

9. Conservatoire de Musique

Nomination définitive:

Le conseil communal décide à l'unanimité de nommer définitivement Madame Martine MICHAELY au poste de rédacteur auprès du Conservatoire de Musique de la Ville d'Ettelbruck avec effet au 01 août 1997.

Le conseiller Ledesch quitte la séance.

10. Modifications du règlement-taxes

Le conseil communal décide à l'unanimité de modifier comme suit le règlement-taxes coordonné:

a) Chapitre 17: Musée Patton

Prix d'entrée:	
adultes/personne:	100 F
groupes/personne	50 F
adolescents de 14-17 ans	50 F
Enfants moins de 14 ans	gratuit

b) Chapitre 4: Canalisation

Le conseil communal décide à l'unanimité d'ajouter au chapitre 4, Canalisation:

„Les redevances de dépollution pour abattoirs seront facturées aux prix tarifés par le S.I.D.E.N.“

11. Déclaration d'utilité publique

Le conseil communal décide à l'unanimité de déclarer d'utilité publique les conduites électriques basse et haute tension souterraines ainsi que la canalisation réalisées en 1995 par l'administration communale dans le terrain situé lieu-dit „im Deich“, inscrite au cadastre sous le numéro 1318/6596 (partie) appartenant à la dame Suzette Olinger, ceci en vue d'une expropriation ultérieure du sous-sol dans lequel sont posés les ouvrages en question.

12. Divers

Règlement général de police (ajoute)

Le conseil communal décide par huit voix contre deux abstentions d'ajouter un alinéa e) à l'article 39 du règlement général de police:

e) Das Grillen von Grillgut im Freien ist nur gestattet, wenn die Nachbarn nicht durch Geruch oder durch Rauch belästigt werden.

Monument Brigades Internationales (subside)

Le conseil communal décide à l'unanimité d'accorder un subside de 5.000 F pour participer au financement du monument commémoratif à Dudelange en l'honneur des volontaires des Brigades Internationales de la guerre civile d'Espagne.

Après-midi de loisirs (indemnité)

Le conseil communal décide à l'unanimité d'accorder aux animateurs/trices en question une indemnité forfaitaire de 8.000 F pour l'organisation de six après-midi de loisirs pendant les vacances d'été 1997 à l'intention des élèves des écoles préscolaires et primaires d'Ettelbruck.

Agents recenseurs (indemnités)

Le conseil communal décide à l'unanimité d'accorder aux agents-recenseurs pour leur travail fourni dans l'intérêt du recensement fiscal du 15 octobre 1997 les indemnités suivantes:

Recensement fiscal annuel/feuille	60 F
y compris le recensement des chiens.	
Contrôle et travaux d'organisation/par ménage	25 F
Réunion préparatoire:	550 F
Enquête conc. plan de développement urbain (par questionnaire)	20 F



Eng Vue op den „ënneschten Däich“ aus dem Joer 1959.

Foto: Albert Linden

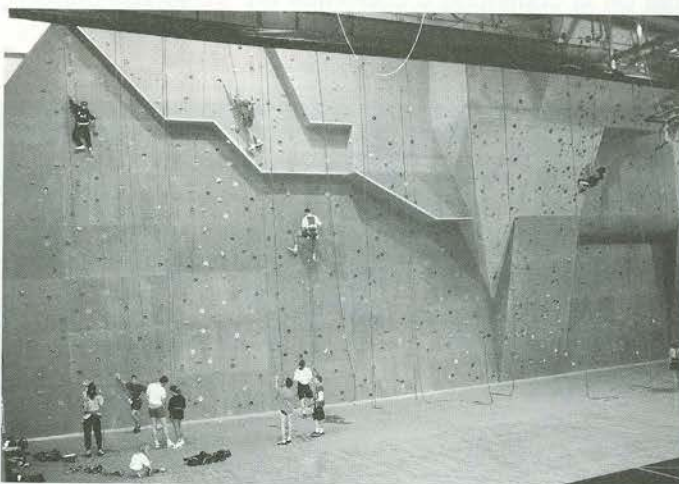
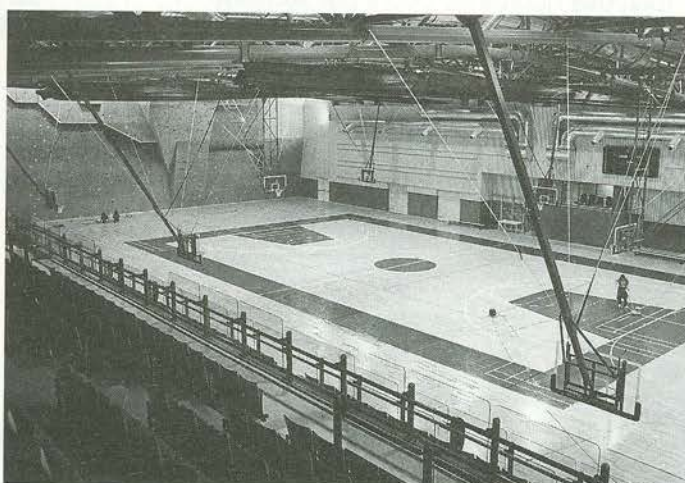
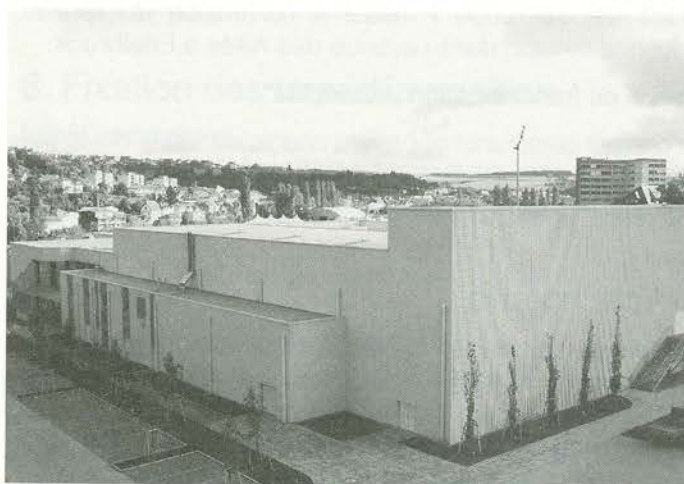
Momentan entsteht „am Wirtgen“ -sou heesch déi Landzong tëschent dem alen Millekanal an der Uelzecht- e kombinéiert Kraaftwierk gedriwwen vu Waasser an Erdgas, dat Strom an d'elektresch Verdeelernetz ofgëtt an zousätzlech d'Hëtzt fir d'Nahwärmenetz produzéiert.

Hall omnisports Ettelbruck

11 juillet 1997

Inauguration

Photos: Rudi et Patrick Peters



Séance publique du 1^{er} décembre 1997

Présents: Juncker, Feypel-Diederich, Kraus, Burg, Gengler, Halsdorf, Ledesch, Arendt, Schaaf, Spautz, Michels, Petry, Muller-Posing

1. Devis divers

Matériel d'incendie

Le conseil communal décide à l'unanimité de se déclarer d'accord avec l'acquisition du matériel d'incendie proposée par l'inspecteur cantonal à la date du 2 novembre 1997. La dépense s'élève à environ 460.000 F.

Extension du réseau moyenne tension

Le conseil communal approuve à l'unanimité le devis estimatif de 1.000.000 F relatif à l'extension du réseau moyenne tension dans l'avenue des Alliés à Ettelbruck.

Station de transformation „Maartplatz“

Le conseil communal approuve unanimement le devis estimatif de 1.150.000 F relatif à la mise à neuf de la station de transformation „Maartplatz“.

2. Acte notarié

Le conseil communal décide à l'unanimité d'approuver l'acte notarié numéro 27 du 27 octobre 1997 dressé par Me Cravatte concernant trente parcelles de terrain situées aux lieux-dits „Cité Waarkdall“ et „Hinter Roeder“ Warken, d'une contenance totale de 194,06 ares, abandonnées au profit de la commune d'Ettelbruck par LOGINTER S.à.r.l. de Mersch.

3. Conservatoire de musique

Démissions

Le conseil communal décide à l'unanimité d'accorder à Madame Martine ORIGER, chargée de cours au Conservatoire d'Ettelbruck, démission honorable de ses fonctions avec effet au 1^{er} octobre 1997.

Le conseil communal décide à l'unanimité d'accorder à Madame Danielle HIRTZ, chargée de cours au Conservatoire d'Ettelbruck, démission honorable de ses fonctions avec effet au 1^{er} octobre 1997.

Organisation scolaire

Le conseil communal décide unanimement d'approuver l'organisation scolaire 1997/98 du Conservatoire de Musique de la Ville d'Ettelbruck.

Elèves résidents à Ettelbruck:	231
Elèves résidents dans d'autres communes:	644
Elèves résidents à l'étranger:	5
Total des élèves:	880
Adultes:	183
Nouvelles inscriptions:	160
Total des cours	1.456
Total des cours individuels	680
Total des heures de cours par semaine	501
Nombre d'enseignants:	39



Anlässlich der Jahresendfeier der Gemeinde am 19. Dezember 1997 überreichte Bürgermeister Edouard Juncker an Georgette Halsdorf-Mousty, Noëlle Leesch-Backes, Robert Britz und Jean-Paul Thein, alle vier Mitglieder des Lehrpersonals, eine wertvolle Uhr für 25 Dienstjahre an der Ettelbrücker Primärschule.

Foto: Will Feider

4. Enseignement préscolaire (Changement de régime)

Le conseil communal décide à l'unanimité:

- de transformer, avec effet au 1er janvier 1998, cinq postes de maîtresse de jardin d'enfants en postes d'instituteur/trice de l'éducation préscolaire;
- d'accorder avec effet au 1er janvier 1998 démission de la fonction de maîtresse de jardin d'enfants à cinq enseignantes concernées à savoir:

Madame Nicole SCHAUS-FEDERSPIEL;
Madame Netty STEICHEN-WAGNER;
Madame Lucienne BIRCHEN-QUARING;
Madame Yola SCHATZ-DE WAHA;
Madame Yvette HEIRENDT-EYSCHEN;

- de nommer à l'unanimité et à titre définitif à la fonction d'instituteur/trice de l'éducation préscolaire avec effet au 1^{er} janvier 1998 les 5 enseignantes concernées.

5. Subsidés et aides humanitaires

- Le conseil communal décide à l'unanimité d'accorder à l'Amicale Albert Ungeheuer un subside de 30.000 F pour participer au financement du monument en hommage aux bienfaiteurs des réfractaires et des déserteurs luxembourgeois de la Wehrmacht.
- Le conseil communal décide à l'unanimité d'accorder les aides humanitaires suivantes:

Alliance pour le Climat (Chile)	150.000 F
Inondations Pologne	50.000 F
Bourses Gostyn (Pologne)	50.000 F
Sinistrés d'Ombrie (Italie)	50.000 F
Chrëschte mam Sahel	40.000 F
Patlux	40.000 F
Convois humanitaires pour la Hongrie	40.000 F
Nos enfants d'ailleurs	40.000 F
Frères des hommes	40.000 F
Médecins sans frontières	40.000 F
Indesch Patenschaften	30.000 F
Hôpitaux, orphelinats et personnes âgées (Bulgarie)	30.000 F

6. Commission administrative de la Clinique Saint-Louis

Renouvellement de mandat

Le Docteur Jean-Marie SPAUTZ, médecin-directeur de l'HNP, est réélu par scrutin secret par 12 voix et un bulletin blanc, comme membre de la commission administrative de la Clinique Saint-Louis pour un nouveau terme de cinq ans, commençant le 1er janvier 1998.

7. Recettes restantes à recouvrer (exercice 1996)

Solde au 21/11/1997:	2.029.109 F
Décharge proposée:	638.486 F

8. Fixation des taux d'imposition

Impôt commercial

Le conseil communal décide à l'unanimité de fixer à 250% le taux d'imposition de l'impôt commercial pour l'exercice 1998.

Impôt foncier

Le conseil communal décide à l'unanimité de fixer comme suit les taux d'imposition de l'impôt foncier A, B1, B3 et B4 à savoir:

Impôt foncier A:	propriétés agricoles et forestières	280%
Impôt foncier B1:	constructions commerciales	400%
Impôt foncier B3:	constructions à usage mixte	280%
Impôt foncier B4:	maisons unifamiliales	145%
	maisons de rapport	145%
	constructions à autres usages	145%

9. Déclaration de Barcelone

Le conseil communal décide à l'unanimité d'adhérer à la déclaration de Barcelone „La ville et les personnes handicapées" et de respecter, dans le cadre de la compétence de la commune, les principes y formulés.

Evolution de la population scolaire

Année scolaire	97-98	98-99	99-00	00-01	01-02
Préscolaire I	92	113	98	108	115
Préscolaire II	97	92	113	98	108
Primaire I	115	97	92	113	98
Primaire II	101	115	97	92	113
Primaire III	101	101	115	97	92
Primaire IV	100	101	101	115	97
Primaire V	76	100	101	101	115
Primaire VI	65	76	100	101	101
Total:	747	795	817	825	839

Ecoles primaires: Classes et titulaires 1997/98

A. Enseignement préscolaire

SCHARTZ-DE WAHA Yola (mi-tâche)
 STEICHEN-WAGNER Netty
 DAUBACH-MAJERES Jeanine
 BACKENDORF-TRAUSCH M.-Rose (mi-tâche)
 SCHAUS-FEDERSPIEL Nicole
 PILOT-PLETSCHETTE Diane
 HEIRENDT-EYSCHEN Yvette
 WATGEN Arlette
 BIRCHEN-QUARING Lucienne
 KOOB Claudine
 MULLER-FEIDER Annique (mi-tâche)
 KRECKÉ Pascale
 ANEN Monique

B. Enseignement primaire

- I. THEIN Pierrette
 LEESCH-BACKES Noëlle
 KEMP-GLODEN Cilly
 BRITZ Gaby
 SCHILLING Peggy
 RIGUTTO Malou
- II. BESCH-MOUSTY Fernande
 RENCKENS-ZENNER Félicie
 MULLER Mike
 ORIGER Martine
 ACKERMANN Michèle
 KETTEL Mariette
- III. ROTH Jeanny
 KRIER-PETERS Christiane
 LANGE-ARENDT Marie-Pierre
 GARGANESE-RIES Jeanine
 GERGEN Marie-Laure
- IV. WENY Félix
 WAGENER Albert
 THEIN Jean-Paul
 STEFFEN Jean
 GEORGES Nicolas
 PRIES-BERG Viviane
- V. SCHMIT Alphonse
 HENDEL Guy
 KRIER Théo
 HALSDORF-MOUSTY Georgette
 LAHIRE Nicole
- VI. WIES Robert
 BOCK Alex
 KASEL Jean
 MAJERES Claude

C. Enseignement spécial

LUCIUS Guy	Classe d'accueil
BRITZ Robert	Classe d'appui

D. Surnuméraires brevetés

CRESSON Joe	Ed. physique
WEBER Claude	Ens. musical
WEBER Claude-Marie	Sciences nat.

E. Chargés de cours

ANGELSBERG-SCHMIT Jacqueline
 DE SOUSA Acacia
 DE SOUSA Pedro
 FREDERES Sandra
 GIORGETTI Paul
 JUNG-ROTH Betty
 LEPAGE-MAY Andrée
 MANNON-ROEF Mady
 MIRKES Roger
 NEVEN-BILLA Martine
 OBERWEIS Jeannot
 RIETH Marianne
 SCHMIT-LOSCH Monique
 WOLFF-KEPT Karin

F. Enseignement religieux

BARTHELEMY-SIETZEN Léa
 BURTON Liliane
 DA SILVA Margarida
 LEHNEN-BIEWER Florence
 LEY-FRISING Isabelle
 PLIER Pia
 REISER-BECKERICH Francine
 SCHLESSER Soeur Virginie

*



Die baulichen Fortschritte am Eitelbrücker Kulturzentrum seit dem 24. Juni 1996 (Bild oben) sind nicht zu übersehen. Die untere Aufnahme zeigt den Stand der Arbeiten am 14. September 1997. Das Richtfest konnte bereits am 6. Juni 1997 gefeiert werden.

Fotos: Arthur Müller

Interkommunaler Abwasserzweckverband „SIDEN“

SIDEN

Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux résiduaires du Nord



Foto: Jean-Paul Karpen

1. Gründung

Der Regierungsrat beschloß am 3. August 1989 die sanitären Probleme der Abwasserkläranlagen im Land durch zweckeigene Gemeindeverbände zu lösen. Gegenüber Privatisierung und Verstaatlichung bieten die Zweckverbände nicht nur den Vorteil einer demokratischen Betriebs-
transparenz, sondern machen sich auch die Dynamik einer allgemeinen Interessenwahrnehmung zu Nutzen.

Bekanntlich ist die Gemeinde für die Beseitigung oder Wiederaufbearbeitung aller auf ihrem Territorium anfallenden Abwässer zuständig. Sie muß deren Zusammenfluß und Behandlung eigenständig ausführen. Ohne geschultes Personal und fachmännische Ausrüstung wird für die meisten Gemeinde keine Überwachung und kein Unterhalt der immer leistungsfähigeren Anlagen mehr möglich sein. Da Forschung und Entwicklung im Bereich der Abwasserbehandlung immer mehr Fachkenntnisse und spezialisiertes Arbeitsmaterial verlangen, sind die meisten

Gemeinden als Betreiber nicht mehr in der Lage, personell und finanziell den Anforderungen der neuesten Techniken gerechtzuwerden. Durch die nur mehr teilweise bestehende Beihilfe der staatlichen Wasserbehörde der Bauverwaltung (Ponts et Chaussées - Division des Eaux) sind hauptsächlich die kleinen und mittleren Gemeinden in Sachen Kläranlagen und Abwasseraufarbeitung überfordert.

Gemäß Großherzoglichem Beschluß vom 23. März 1994 gründeten folgende 16 Gemeinden den SIDEN: Bastendorf, Bettendorf, Bourscheid, Colmar-Berg, Diekirch, Ermsdorf, Erpeldingen, Ettelbrück, Fohren, Heffingen, Fels, Medernach, Nommern, Reisdorf, Schieren und Vianden. Heute gehört die Gemeinde Bissen sowie seit dem 1. Januar 1998 auch die Gemeinde Eschweiler zum SIDEN. Erklärtes Ziel des SIDEN ist jedoch die Aufnahme der ganzen Nord- sowie Nordostregion. Die Verwaltung sowie die technische Ausstattung der Kläranlagen in dieser Großregion geschieht im Einklang mit einem landes-

weiten Abwasserkonzept und lehnt sich soweit als möglich an die Entwicklung in unseren Nachbarländern an.

Zu erwähnen bleibt, daß jetzt schon eine enge Zusammenarbeit mit ausländischen Nachbargemeinden wie Neuerburg-Irrel-Trier und Fauvilliers-Martelange besteht.

Das bestehende Netz des SIDEN wird in Zukunft ausgebaut werden. Potentielle Beitrittskandidaten sind die Gemeinden Rambrouch, Bauschleiden, Esch/Sauer, Goesdorf, Heiderscheid, Neunhausen, Wahl, die Stausee-gemeinde, Winseler, Wiltz, Heinerscheid, Hosingen, Püt-scheid, Wintger, Weiswampach, Ulflingen, Clerf, Con-sthum, Feulen, Grosbous, Hoscheid, Mertzig, Munshau-sen, Wilwerwiltz, Befort, Berdorf, Echternach, Rosport, Mompach, Waldbillig, Berdorf und Consdorf. Alle diese Gemeinden sind im Begriff ihre lokalen Kläranlagen zu verbessern oder planen neue Strukturen um eine optimale Abwasserklärung zu gewährleisten.

Eine Endgröße von schätzungsweise 50 Mitgliedsgemeinden strebt der Abwasserzweckverband des Nordens SI-DEN an.

2. Ziel und Zweck

Der Zweckverband befaßt sich koordinierend und organi-satorisch mit der Reinigung aller Abwasser zu Alzette, Our und Sauer und wird somit für die gesamte Nordhälfte des Großherzogtum Luxemburg zuständig sein. Referenzwas-serlauf für den SIDEN ist die Sauer.

Sein Ziel ist:

- Sammlung und Klärung aller Abwasser aus den ange-schlossenen Gemeinden;
- Betrieb und Unterhalt von Kläranlagen, Sammlern und Nebenbauwerken;

- Behandlung und Entsorgung des Klärschlammes;
- Anschaffen von technischen Ausrüstungen;
- Anlegen eines geeigneten Fuhrparks;
- Investitionen in Infrastruktur, Modernisierung und Aus-bau in Mitgliedergemeinden;
- Beratung der Gemeinden bei Abwasserproblemen.

Die eigentlichen Ortsnetze bleiben im Besitz und in der Verantwortung der einzelnen Gemeinden.

3. Leistungen

Dank der angepaßten Ausrüstung eines fachlich ausgebil-deten Personals und dessen langjähriger Erfahrung unter-stützt der Verband SIDEN die Gemeinden in allen Berei-chen der Abwasserentsorgung.

Bei Beitritt einer Gemeinde zum neuen Zweckverband übernimmt der SIDEN die gemeindeeigenen Anlagen in ihrem derzeitigen Zustand samt allen Verpflichtungen und Verantwortungen.

4. Aufbau und Verwaltung des SIDEN

Der Hauptsitz des Verbandes SIDEN ist Bleesbruck. Hier befindet sich auch eine zentrale Kläranlage sowie eine zentrale und mobile Einsatzgruppe.

Der Verband wird geführt durch:

a) Verwaltungsrat

Jede Gemeinde hat Anrecht auf einen Vertreter im Ver-waltungsrat mit jeweils einer Stimme pro 10.000 Ein-wohner. Es ergibt sich, daß bis dato nur Diekirch und Et-telbrück zwei Stimmen haben. Der Verwaltungsrat be-stimmt in Geheimwahl den Ausschuß.

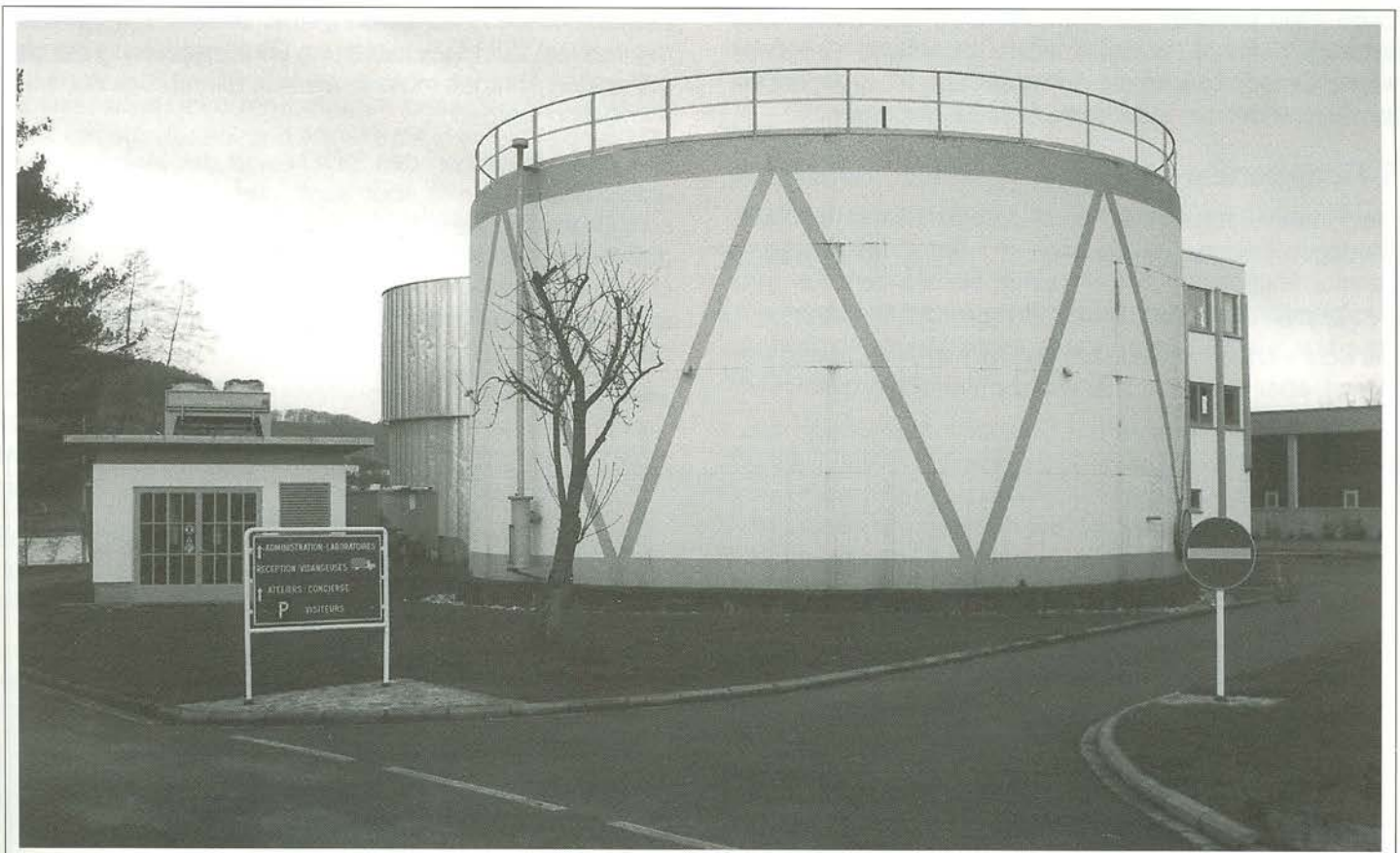


Foto: Jean-Paul Karpen

b) Ausschuß

Präsident: Ernest RASSEL, Bürgermeister Gemeinde Erpeldingen/Ettelbrück;

Vizepräsident: Pierre WIES, Bürgermeister der Gemeinde Fels;

Sekretär: Aly KAES, Bürgermeister der Gemeinde Bastendorf.

c) Direktion

- Der in geheimer Wahl vom Ausschuß bestimmte leitende Ingenieur ist verantwortlich für alle administrativen sowie technischen Aufgaben. Er sorgt für eine angepaßte Personalschulung und ist zuständig für jedwede Öffentlichkeitsarbeit.
- Der technischen Abteilung fällt die wichtige Aufgabe zu, den Mitgliedergemeinden in allen Fragen der Abwasserklärung beratend zur Seite zu stehen. Sie plant die Ausführung von Neubauten, unterhält und entwickelt die EDV-Ausrüstung sämtlicher SIDEN-Anlagen.
- Die Laborabteilung überwacht anhand von Analysen die Reinigungsleistung der Anlagen und der Schmutzwassereinleiter. Sie betreibt zweckmäßige Forschung und hat ferner als Aufgabe entsprechende Pilotprojekte zu betreuen.

Der Direktor hat dafür zu sorgen, daß der tagtägliche Betrieb der Anlagen gewährleistet wird durch:

- die Arbeit und die Zuverlässigkeit der eingestellten Fachkräfte;
- einen zweckmäßigen Fuhrpark;
- eigene Reparaturwerkstätten mit Ersatzteillager;
- Kontrolle mit geeigneter Fernüberwachungstechnik.

Ende 1996 beschäftigte der SIDEN 20 Mitarbeiter. Das Syndikat betreute 28 eigene Kläranlagen und 15 Pumpwerke. Er entsorgte so die Abwasser aus 16 angegliederten Gemeinden mit insgesamt 32369 Einwohnern.

5. Finanzierung

Die Finanzierung erfolgt prinzipiell zu Lasten der Mitgliedsgemeinden entsprechend den festgestellten Schmutzlastanteilen der einzelnen Gemeinden. Sie wird also gemäß dem „Verursacher-Prinzip“ gehandhabt.

Die Schmutzlastenanteile können mittels Berechnung bestimmt, aber auch durch Abwasseranalysen ermittelt wer-

den. Die Umweltverwaltung hat zusammen mit dem SIDEN verschiedene Umrechnungsparameter für häusliche, außerhäusliche und industrielle Abwasser bestimmt.

Die Investitionskosten, welche im allgemeinen 10% der Beträge nach Abzug der staatlichen Beihilfen von 90% betragen, sowie die feststehenden Betriebskosten (wie Abschreibung, Steuern, Personalkosten, Verwaltungskosten) für jeweils das laufende Jahr werden gemäß dieses Verteilerschlüssels an die Mitgliedergemeinden verrechnet.

Die variablen Betriebskosten allerdings werden im Verhältnis des festgestellten Frischwasserverbrauchs in den betreffenden Gemeinden entsprechend verteilt und verrechnet.

6. Allgemeines zum Schluß

Ziel des Zweckverbandes ist die Reinigung der Abwässer der Zuflüsse von Alzette, Our und Sauer. Das SIDEN möchte also die Betreuung aller Kläranlagen der Nord- und Nordostregion des Landes übernehmen. Um dieses Ziel zu erreichen müßten mehr Gemeinden als bisher dem SIDEN beitreten.

Insgesamt bleiben, wenn statt der bisher 17 angegliederten Gemeinden deren wie geplant 50 angeschlossen sein werden, durch das SIDEN zu errichten: 35 biologische Kläranlagen, 155 km Sammler, 120 Rückhaltebecken, 25 Hebewerke. Hinzu kommen 90 bestehende mechanische Kläranlagen, die an andere Anlagen angeschlossen werden müßten.

Laut EU-Direktive sollten bis zum 31. Dezember 1998 alle Ortschaften an eine Kläranlage angeschlossen sein. Hierzu müssen in Luxemburg rund 20 Mrd. F aufgewendet werden. Zur Modernisierung und Erweiterung der bestehenden Anlagen müssen allein in Blesbrück 800 Mio. F investiert werden.

Die Verantwortlichen des SIDEN sind der Meinung, daß eine saubere Umwelt eben auch ihren Preis hat. Aus diesem Grunde ist es wichtig, daß alle Gemeinden Mitglied des SIDEN-Verbandes werden, damit die hohen öffentlichen Investitionen auf dem Gebiete der Abwasserklärung sinnvolle Auswirkungen zum Nutzen aller Bewohner finden werden.

Jean-Paul Karpen

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE DÉPOLLUTION DES
EAUX RÉSIDUAIRES DU NORD



Service krank Kanner doheem

Der „Service krank Kanner doheem“ wird finanziert durch den Unkostenbeitrag der Eltern, durch private Spenden sowie durch eine Abkommen der „Femmes en Détresse asbl“ mit dem Frauenministerium.

Auf Anfrage der Eltern hin übernimmt der „Service krank Kanner doheem“ die Betreuung von kranken Kindern in ihrer gewohnten häuslichen Umgebung, während die Eltern selbst ihrer normalen Berufstätigkeit nachgehen können.

Zu den Aufgaben der Mitarbeiterin gehört alles was zur Versorgung und Betreuung des Kindes gehört, damit dieses problemlos wieder gesund wird.

Vorausgesetzt wird allerdings der Besuch eines Arztes, an dessen Anweisungen sich unsere Mitarbeiterin während der Betreuung hält.

Prioritär gehen wir auf Anfragen von Alleinerziehenden ein.

Als Berechnungsgrundlage zur Unkostenbeteiligung bei der Betreuung eines kranken Kindes gilt das Nettoeinkommen des Haushaltes.

Bei einem Nettoeinkommen unter 150.000 F beträgt der Tarif 0,10% pro Stunde, darüber werden 0,15% pro Stunde berechnet.

Beispiel:

40.000 F	0,10%	=	40 F/Stunde
70.000 F	0,10%	=	70 F/Stunde
210.000 F	0,15%	=	315 F/Stunde

Administrative Unkosten betragen pauschal 100 F, während Unkosten für An- und Abreise mit je einer 1/4 oder 1/2 Stunde berechnet werden.

Zu Beginn der Betreuung ist es unumgänglich der Mitarbeiterin verschiedene Auskünfte über die Gewohnheiten und Bedürfnisse des Kindes zu übermitteln, sowie eigene Vorstellungen über die bevorstehende Pflege vorzubringen.

Sie können rechtzeitig ein Anmeldeformular anfordern, mit allen nützlichen Auskünften versehen und an unserer Dienststelle zurücksenden. Dies erlaubt im gegebenen Moment eine wirkungsvolle und schnellere Hilfestellung.

Bei etwaigen Fragen oder persönlichen Anregungen wenden Sie sich an unsere Dienststelle, welche von montags bis freitags von 7.00-12.00 Uhr zu erreichen ist.

Adresse:

95, rue de Bonnevoie
L-1260 LUXEMBOURG
Tel. 48 07 79

Service krank Kanner doheem

Le „Service enfants malades à domicile „ est financé par la participation des parents, par des dons et par une convention entre „ Femmes en Détresse asbl“ et le Ministère de la Promotion Féminine.

A la demande des parents le „Service krank Kanner doheem“ prendra en charge la surveillance et les soins des enfants malades dans le cadre habituel du domicile des enfants. De cette manière les parents auront la possibilité de poursuivre sans entraves leur activité professionnelle normale.

Par sa présence et son travail notre collaboratrice contribuera dans la mesure du possible à ce que votre enfant guérisse en bonnes conditions et sans problèmes.

Toutefois la visite d'un médecin traitant est de rigueur, afin qu'il puisse donner des instructions à la collaboratrice de notre service quant aux soins et au traitement à prodiguer à l'enfant.

Nous considérons comme prioritaire toute demande d'aide émanant de personnes ayant à charge à elles seules les soins et la surveillance d'un enfant malade.

Dans le calcul de la participation aux frais résultant de la prise en charge d'un enfant malade, le revenu net du ménage est pris en considération à mesure de 0,10% par heure pour les revenus inférieurs à 150.000 F. Pour les revenus supérieurs à 150.000 F le tarif est fixé à 0,15% par heure.

Exemples:

40.000 F	0,10%	=	40 F/heure
70.000 F	0,10%	=	70 F/heure
210.000 F	0,15%	=	315 F/heure

En outre seront facturés 100 F pour frais d'administration. Les frais de déplacement seront comptabilisés soit par 1/4 ou une 1/2 heure par trajet.

Il est absolument nécessaire d'informer, surtout avant chaque prise en charge, notre collaboratrice des habitudes et des besoins de votre enfant et de lui transmettre toute proposition personnelle favorable au bon fonctionnement de la prise en charge.

Si vous estimez devoir recourir un jour ou l'autre à notre collaboration, il est recommandable de demander d'ores et déjà une fiche d'inscription et de la renvoyer munie de toutes informations utiles à notre Service. Le jour où votre enfant aura besoin d'aide notre intervention sera prompte et efficace.

Pour toute question ou suggestion personnelle le Service est à votre disposition, en permanence du lundi au vendredi, de 7.00-12.00 hrs.

Europa der Bürger / Europe des Citoyens

Die Kommission der Europäischen Gemeinschaft möchte über die Auswirkungen des Gemeinschaftsrechts auf den Alltag der Bürger informieren.

Zu diesem Zweck hat sie das Netzwerk EURO-IUS geschaffen. In jedem Vertretungsbüro der Kommission in allen 15 Mitgliedstaaten steht ein Jurist zur Verfügung, dessen Aufgabe darin besteht unentgeltlich:

- auf konkrete Fragen zum EG-Recht und seinen Auswirkungen auf den Alltag der Bürger, brieflich, telefonisch oder im persönlichen Gespräch Antwort zu geben.
- die Bürger über den neuesten Entwicklungsstand im Gemeinschaftsrecht aufzuklären. Die Rechtsexperten stehen im ständigen Kontakt mit den Dienststellen der EG in Brüssel.

Rechtsberater für Luxemburg ist Frau Margaretha MAEYENS.

Sprechstunden:

Montags und mittwochs
von 14-18.00 Uhr

telefonisch oder nach Vereinbarung im Büro

Adresse:

Margaretha MAYENS
Bâtiment Jean Monnet/Bureau B0/003
Plateau du Kirchberg
L-2920 LUXEMBOURG
Tél.: 4301-33443
Fax: 4301-34433

Eine in deutscher Sprache verfaßte Publikation: „**Der Verbraucher in der Europäischen Union**“ steht Interessenten gratis im Gemeindehaus Ettelbrück zur Verfügung.

Europe des Citoyens

La Commission des Communautés Européennes voudrait informer de l'action et de l'impact du droit communautaire dans la vie quotidienne des citoyens d'Europe.

A cette fin elle a créé le Réseau EURO-IUS avec, dans chaque bureau de représentation dans les 15 pays membres de la Commission, un expert juriste qui a pour mission de:

- répondre à titre gratuit aux questions pratiques sur la législation communautaire concernant la vie de tous les jours. Ces réponses seront fournies soit par correspondance, par téléphone, soit au moyen d'entrevues fixées préalablement par rendez-vous.
- fournir aux citoyens les informations sur l'évolution quotidienne du Droit Communautaire et de donner tout renseignement utile.

Au Luxembourg la fonction d'expert juriste est assumée par Madame Margaretha MAEYENS.

Consultations:

Lundi et mercredi
de 14-18.00 hrs

par téléphone ou sur rendez-vous

Adresse:

Margaretha MAYENS
Bâtiment Jean Monnet/Bureau B0/003
Plateau du Kirchberg
L-2920 LUXEMBOURG
Tél.: 4301-33443
Fax: 4301-34433

A la Maison communale d'Ettelbruck une brochure „**Der Verbraucher in der Europäischen Union**“, rédigée en langue allemande, est gratuitement disponible à tout intéressé.

Energiesparen ist Klimaschutz

Jeder Verbrauch von Energie, sofern sie nicht durch emissionslose Technologien (Sonne, Wind, Wasserkraft) gewonnen wird, hat eine umweltbelastende Komponente. Auch die Stromproduktion ist nicht emissionsfrei und somit nicht ohne Einfluß auf unser Klima. Der in Luxemburg verbrauchte Strom wird größtenteils aus Deutschland (RWE) geliefert. Da derselbe zu 26,2 % aus der Verbrennung von Steinkohle gewonnen wird, werden zur Erzeugung einer Kilowattstunde Strom rund 0,59 kg CO₂ freigesetzt. Jede eingesparte elektrische Energie bringt somit nicht nur für den Einzelnen eine persönliche Geldersparnis, sondern bewirkt darüber hinaus einen wertvollen Beitrag zum allgemeinen Klimaschutz.

Daß beim Neukauf eines Elektrogerätes die Möglichkeit sich bietet einen Beitrag zu umweltverträglichem Handeln zu leisten, ohne daß dies zu einer Mehrausgabe führt, möchten wir anhand einer Vergleichsrechnung veranschaulichen.

Im Angebot des gleichen Herstellers stehen zwei Kühlschränke von je einem Nutzinhalt von 347 Liter und jeweils ausgerüstet mit einem ***Gefrierfach von 90 Liter. Sowohl das billigere Gerät der Klasse C als auch das teure, eingestuft in die Energieeffizienzklasse A, haben eine geschätzte Betriebsdauer von etwa 12 Jahren.

Modellrechnung:

Kühlschrank	Klasse C	Klasse A
Stromverbrauch/Jahr	529 kWh	350 kWh
CO ₂ -Belastung/Jahr	312 kg	207 kg
CO ₂ -Minderung/Jahr	-	105 kg
CO ₂ -Minderung/15 Jahre Betriebsdauer	-	1575 kg
Stromkosten/Jahr	2403 F	1590 F
Stromkosten/15 Jahre Betriebsdauer	36045 F	23850 F
Anschaffungskosten	27990 F	37990 F
Gesamtkosten	64035 F	61840 F

Laut unserer Modellrechnung bedeutet die richtige Entscheidung beim Kauf eines adäquaten Elektrogerätes sowohl einen Beitrag zum Umweltschutz, als auch eine im Endeffekt nicht unbedeutende Unkostensparnis für den Betreiber.

Die Initiative der Europäischen Gemeinschaft, alle Elektrogeräte mit einem EU-ENERGIE-LABEL zu versehen, wird es in Zukunft dem Kunden erleichtern Vergleiche anzustellen und die Geräte mit niedrigem Energieverbrauch sofort zu identifizieren. Das zweiteilige Label besteht aus einem Grundlabel mit den verschiedenen Energieeffizienzklassen, sowie einem gerätebezogenen Datenstreifen.

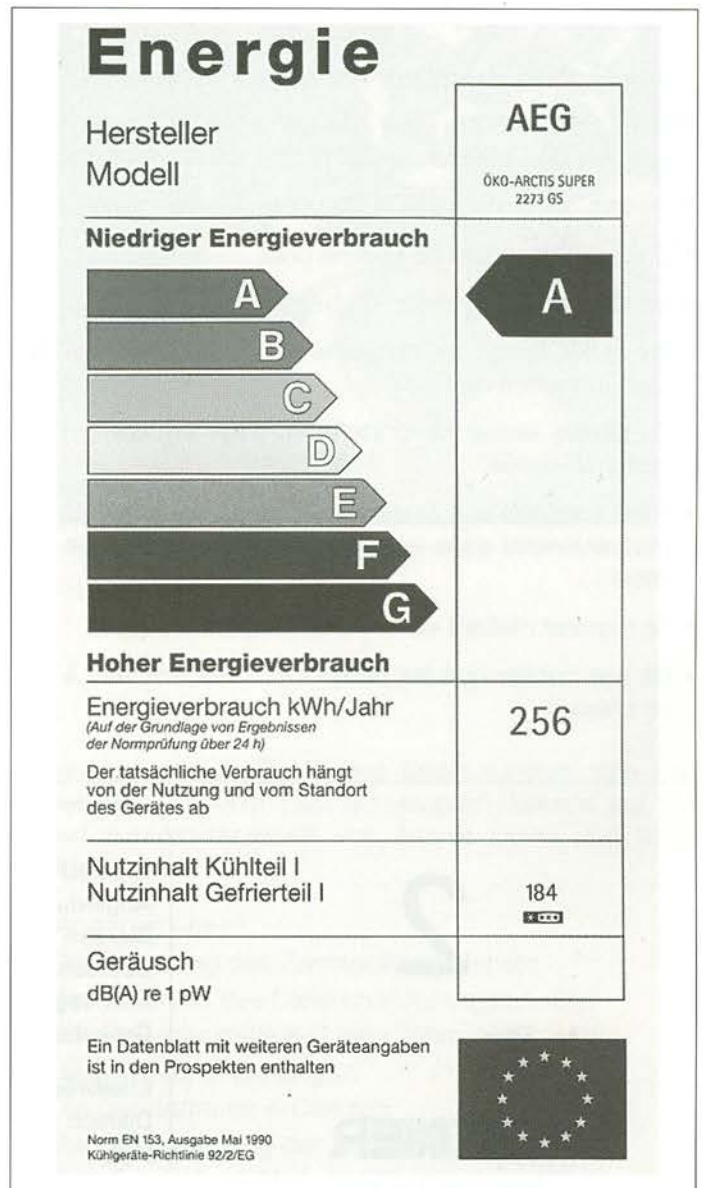
Inzwischen bieten alle namhaften Elektrohersteller energiesparende Geräte der **Energieeffizienzklasse A** an. Beim Kauf sollte man daran denken, ein Gerät mit einer Lebensdauer von 10-15 Jahren zu kaufen. Nicht nur nach dem Anschaffungspreis des Gerätes sollte man sich richten, sondern den späteren Stromverbrauch ebenfalls in Rechnung stellen.

Verlockende Billigangebote von Elektrogeräten mit einem sehr hohen Energieverbrauch stellen nur eine kurzfristige Ersparnis dar. Darüber hinaus sollte man auch umweltspezifische Gesichtspunkte, wie geringer Wasserverbrauch, FCKW- und FCKW-freie Herstellung nicht außer Acht lassen.

Das europäische Energie-Label vereinfacht also den Vergleich der verschiedenen Geräte und teilt jedem Gerät einen Buchstaben von A (beste Energieeffizienz) bis G (verschwenderisches Gerät) zu. Die Zuteilung zur Klasse A beispielsweise bedeutet, daß dieses Gerät weniger als 55 Prozent des marktdurchschnittlichen Verbrauchs seiner Geräteart (nach EG-Rechenmethode) verbraucht.

Achten Sie also beim Kauf eines neuen Gerätes auf die Energieeffizienzklasse und lassen Sie sich nicht von einem günstigen Anschaffungspreis zum Kauf eines mit kostbarer Energie verschwenderisch umgehenden Gerätes verleiten. Bitten Sie ihren Händler um nähere Erläuterungen.

Sollten Sie eine weiterführende Lektüre zu diesem Thema mit genauen Vergleichstabellen aller gängigen Markenanbieter wünschen, so können Sie diese bei einem Mitglied ihrer lokalen Umweltkommission, oder direkt im Gemeindesekretariat anfordern.



Das EU-ENERGIE-LABEL

Die beratende Umweltkommission der Gemeinde:

Jean-Paul Schaaf, Präsident, Marthy Thull, Nicolas Knoch, Claude Kirfel, Nico Ludwig, Serge Schaaf, Francis Schartz, Félix Steichen, Marianne Thomas, Jacques Wirtz.

Die Polizei rät

Pickpockets

Le plus souvent, les pickpockets n'agissent pas seuls mais en groupe. Lorsqu'un pickpocket est pris sur le fait, il a déjà souvent remis le portefeuille volé à un complice, qui s'est éloigné du lieu de l'action. L'occasion d'opérer s'offre toujours au pickpocket lorsque l'attention de sa victime est détournée. Les dames sont particulièrement menacées, car les pickpockets savent qu'elles mettent souvent leur porte-monnaie dans leur sac ouvert.

Comment se prémunir contre un vol à la tire?

- Faire preuve de la plus grande vigilance en montant dans un bus. Le pickpocket profite ici de l'effet „foule“.
- Ne pas poser de portefeuille sur le dessus d'un panier.
- Coincer le sac à main sous le bras.
- Ne jamais porter de sac en bandoulière.
- Sur le lieu du travail, ranger le sac à main dans un placard fermant à clé.
- Ne jamais laisser de portefeuille dans la poche d'une veste délaissée.
- Il est conseillé aux hommes de mettre leur portefeuille exclusivement dans la poche intérieure fermée de leur veste.
- Se montrer méfiant vis-à-vis de tous les inconnus.
- Ne pas oublier que les pickpockets ressemblent à tout un chacun.

Achtung Taschendiebe!

Taschendiebe handeln meistens in Gruppen. Ist ein Taschendieb entlarvt worden, so hat er meistens schon die gestohlene Geldtasche an einen Komplizen weitergegeben der sich schleunigst vom Tatort entfernt hat. Das Handeln des Taschendiebes wird in dem Moment erleichtert, wo die Aufmerksamkeit des Opfers abgelenkt wurde. Frauen sind öfters die Leidtragenden bei Gelddiebstählen, da sie bevorzugt ihre Geldtasche in den offenen Warenkorb zu legen pflegen.

Wie schützt man sich gegen Gelddiebstahl?

- Höchste Aufmerksamkeit ist beim Besteigen eines Autobusses anzuraten. Taschendiebe nutzen das Gedränge am Ein- und Ausstieg blitzschnell aus.
- Die Geldbörse nie auf den Einkaufskorb legen.
- Die Geldtasche stets unter den Arm festklemmen.
- Die Tasche mit dem Geldbeutel niemals quer über der Schulter tragen.
- Am Arbeitsplatz die Handtasche in ein Schließfach ablegen.
- Niemals die Geldtasche in einer abgelegten Jacke zurücklassen.
- Männern wird angeraten die Geldtasche ausschließlich in der verschließbaren Innentasche der Jacke aufzubewahren.
- Sich mißtrauisch allen Unbekannten gegenüber verhalten, da Taschendiebe sich nicht vom Alltagsmenschen unterscheiden.

2

BICHER BUS

Bicherbus

3, rue du Moulin · L-9258 Diekirch
Tel. 80 85 36
Kulturministerium – Lëtzebuerg

TOUR 10

Gilsdorf	8 ²⁰ - 8 ³⁵
Angelduerf	8 ⁴⁵ - 9 ⁰⁰
Bierden	9 ¹⁵ - 9 ³⁰
Buurschent	9 ³⁵ - 10 ¹⁰
Mäerzeg	10 ⁴⁰ - 11 ¹⁰
Grousbous	11 ¹⁵ - 11 ³⁰
Ettelbréck	14 ⁰⁰ - 15 ¹⁵
Dikrech	15 ²⁵ - 15 ⁵⁵
Fiels	16 ¹⁰ - 16 ⁴⁰

DONNESCHDES DEN:

8/1 · 22/1 - 5/2 · 19/2 - 5/3 · 19/3 - 2/4 ·
16/4 · 30/4 - 14/5 · 28/5 - 11/6 · 25/6 -
9/7 · 23/7 - 6/8 · 20/8 - 3/9 · 17/9 - 1/10 ·
15/10 · 29/10 - 12/11 · 26/11 - 10/12 ·
24/12
1999: 7/1 · 21/1

1998

WOU WINI KENNT DE ?

BICHER BUS

„Ettelbrécker Veräiner fir di Jonk“

Broschüre

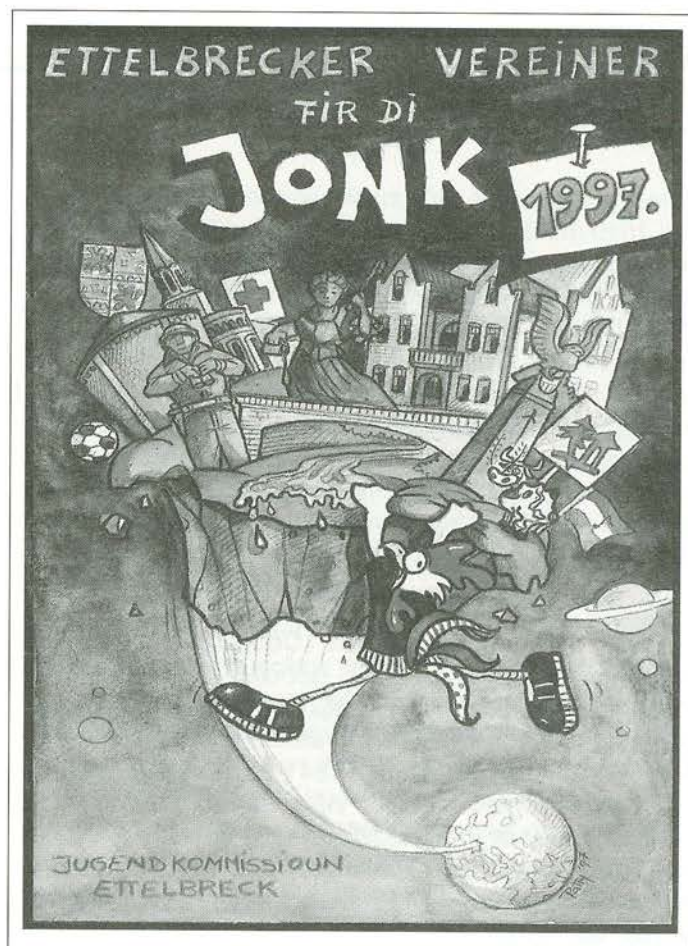
Die Jugendkommission der Gemeinde hat in einer Broschüre die umfangreiche Liste der Ettelbrücker Jugendvereine zusammengestellt. In dieser Neuerscheinung stellen 41 Gesellschaften das vielfältige Angebot ihrer besonders für Kinder und Jugendliche gedachten Aktivitäten vor. Es ist dies die erste Veröffentlichung dieser Art in Ettelbrück. Sie kann bei Bedarf in bestimmten Abständen neuverlegt werden.

Die anschauliche, eigens illustrierte Publikation wurde an alle Schüler der Primärschuloberstufe verteilt. Darüber hinaus steht jedem Interessenten diese Broschüre kostenlos im Gemeindehaus zur Verfügung.

Brochure

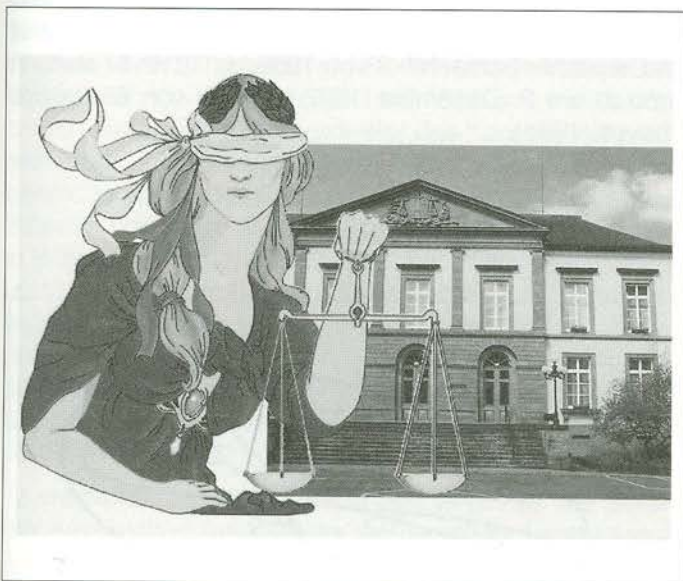
La commission consultative de la jeunesse de la commune a dressé sous forme de brochure la liste des sociétés locales portant intérêt au bien-être de la jeunesse. Dans cette nouvelle publication 41 sociétés locales présentent tout l'éventail de leurs activités spécifiques destinées aux jeunes et adolescents. Il s'agit de la première publication de ce genre pour Ettelbruck. En cas d'intérêt, elle pourra être rééditée.

L'agréable publication, spécialement illustrée, a été distribuée aux écoliers des classes supérieures du primaire. Elle est gratuitement à la disposition de tout intéressé à la maison communale.



Au nom de la loi

Aloyse David und Marc Weydert



Originaldokumente, Texte und Bilder rundum den Gerichtsbezirk Norden mit seinem Hauptort Diekirch, auf 158 Seiten zusammengestellt von Aloyse David und Marc Weydert.

Mit Angaben über:

- Die Gründung des Zuchtpolizeigerichtes
- Das Errichten des Diekircher Justizgebäudes
- 200 Gerichtsurteile aus dem Jahre 1889
- Das Diekircher Gefängnis
- Die Gendarmerie in Diekirch
- Die Dienstordnung der Lokalpolizei ab 1849
- Den Gendarmen Mathias Mergen

sowie viele Originaldokumente und Photos.

Dieses Buch ist erhältlich:

- in den Diekircher Buchhandlungen zum Preise von 650 F
- bei Aloyse David, Diekirch, 24, Dr. Glaesenerstraße

oder

- durch Überweisen von 650 F + 110 F für Verpackung und Porto
- auf das Konto Nummer 1009/3003-9 bei der BCEE.

Die Ettelbrücker Tierärzte von 1798 bis 1945

Georges Theves

Teil II

Dominique-Charles Krombach wurde in Diekirch am 26. Mai 1819 als Sohn des Apothekers und Botanikers Jean-Henri-Guillaume Krombach (1791-1881) geboren. Nach Studien an der Tierarzneischule in Brüssel, wurde er am 25. April 1840 von der Jury des Ärztekollegiums zum Tierarzt 1. Klasse ernannt. Er ließ sich in Wiltz nieder und wurde 1842 Distriktstierarzt der Kantone Wiltz, Clerf und Redingen. Am 6. September 1843 übernahm er als Nachfolger von Charles Faber den Distrikt Diekirch, zu dem der Kanton Echternach gezählt wurde. Krombach starb in Diekirch am 23. Dezember 1852 im Alter von 33 Jahren (Theves, 1991).

*

Nicolas Peltier wurde in Filliers (Département de la Moselle) am 1. September 1816 geboren. Er war der 133. Student der im Jahre 1836 in Cureghem bei Brüssel gegründeten Tierarzneischule, studierte aber auch in Alfort/Paris. Am 14. Oktober 1841 proklamierte die Jury des Ärztekollegiums Peltier zum Tierarzt 1. Klasse. Er wohnte zunächst in Schouweiler und erhielt am 19. Juli 1843 die Luxemburger Nationalität. Die Regierung berief ihn am 6. September 1843 zum Distriktstierarzt in Wiltz, wo er die Nachfolge von Dominique Krombach übernahm. Beim Tode von Krombach wurde er ebenfalls Distriktstierarzt der Kantone Redingen und Diekirch bis 1858. Danach betreute er nur noch den Kanton Clerf bis zu seiner Pensionierung am 14. September 1888. Er wohnte in Hosingen seit 1858 und starb daselbst am 18. Januar 1894 im Alter von 77 Jahren (Theves, 1991).

*

Leopold Haagen aus Luxemburg war von 1858 bis 1859 Distriktstierarzt in Diekirch. Sein Nachfolger im Amt wurde Constant Wolff aus Diekirch, er verblieb auf seinem Posten bis zu seiner ehrenvollen Entlassung am 24. Januar 1908.

Am 5. April 1845 war bereits ein 5. Posten als Distriktstierarzt mit Sitz in Grevenmacher geschaffen worden, und am 6. Juli 1858 wurde die Zahl der besoldeten Tierärzte auf 11 erhöht (die Kantone Diekirch und Vianden standen un-

ter der Kontrolle desselben Tierarztes). Diese Kantonal-tierärzte oder Staatstierärzte erhielten ein jährliches Gehalt von 400 bis 600 Franken, und die Privatpraxis war ihnen ausdrücklich erlaubt.

Leopold Haagen wurde in Luxemburg am 28. April 1830 geboren. Nach Studien in Brüssel, ernannte das Ärztekollegium ihn am 9. November 1855 zum Tierarzt 1. Klasse. Er praktizierte zunächst in Luxemburg-Eich und wurde am 27. Juni 1857 zum Distriktstierarzt in Echternach berufen. Acht Tage später folgte er dem Ruf von Direktor Charles Faber und übernahm an der Echternacher Ackerbauschule die Kurse für Zootechnie und Tierarzneikunde. Nebenbei betreute er das Seuchenamt im Kanton Diekirch von 1858 bis 1859. Im Jahre 1861 war er Gründungsmitglied der Medizinischen Gesellschaft in Luxemburg. Haagen starb in Echternach am 17. Mai 1864 im Alter von 33 Jahren (Theves, 1991).


*

Constant Wolff wurde in Diekirch am 2. Januar 1836 geboren. Er absolvierte seine Tierarztstudien in Alfort/Paris und wurde von der Jury des Ärztekollegiums am 4. November 1858 zum Tierarzt 1. Klasse proklamiert. Er ging in Diekirch seinem Beruf nach und wurde am 6. Januar 1859 zum Staatstierarzt des Kantons Diekirch berufen. Wir finden ihn als aktives Mitglied des "Ackerbauvereins" aus Diekirch, er war dessen Kassierer, Sekretär, Vize-Präsident und Redakteur des Vereinsorgans "Bulletin", resp. "Landwirth" bis 1914. Er war 1887 maßgeblich an der Schaffung des Verbandes landwirtschaftlicher Lokalvereine beteiligt und unterrichtete Anatomie und Physiologie der Haustiere an der Ettelbrücker Ackerbauschule von 1891 bis 1894. Er war ebenfalls Fleischbeschautierarzt am Diekircher Schlachthof von 1886 bis 1916. Er starb in Diekirch am 2. Dezember 1922 im Alter von 85 Jahren (Theves, 1991).

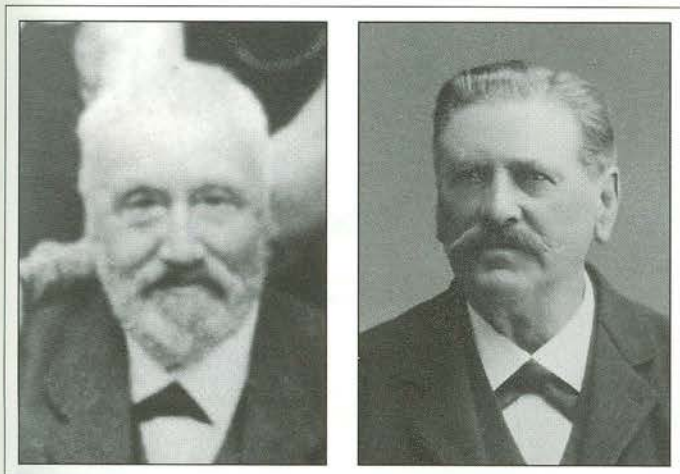
*



The image shows a handwritten signature in cursive script that reads "Haagen L.". The signature is written in dark ink on a light background and is enclosed within a rectangular border.



The image shows a handwritten signature in cursive script that reads "D. Krombach". The signature is written in dark ink on a light background and is enclosed within a rectangular border.



Constant Wolff (1836-1922)

Nicolas Krombach (1836-1915)

Nicolas Krombach war Großtierpraktiker in Ettelbrück von 1861 bis 1878, wo er ebenfalls Gemeindevorsteher von August 1870 bis Juli 1871 war.

Nicolas Krombach wurde in Diekirch am 4. Dezember 1836 geboren. Er war der Bruder von Dominique Krombach und der Vater des bekannten Tierarztes und Abgeordneten Charles Krombach (1870-1941), der in Ettelbrück zur Welt kam. Nach Absolvieren seiner Fachstudien in München, wurde Krombach Nicolas von der Jury des Ärztekollegiums am 25. November 1861 zum Tierarzt 1. Klasse ernannt. Am 12. Juni 1871 wurde er von der Regierung zum Staatstierarzt des Kantons Redingen berufen, ein Amt das er noch 7 Jahre von Ettelbrück aus leitete. Er trat am 19. Dezember 1908 in den Ruhestand und starb in Redingen am 8. Februar 1915 im Alter von 78 Jahren (Theves, 1991).

*

Ein Sohn der Stadt Ettelbrück, Charles Buffet, praktizierte in seiner Heimatstadt von 1862 bis 1865 bevor er nach Wiltz übersiedelte, wo er bereits seit 1863 zum Staatstierarzt berufen worden war.

Charles Buffet wurde in Ettelbrück am 29. November 1840 geboren. Er absolvierte seine Tierarztstudien in Cureghem/Brüssel und in Wien. Das Ärztekollegium ernannte ihn zum Tierarzt 1. Klasse am 26. November 1862. Er war Staatstierarzt in Wiltz von 1863 bis 1884 und wurde dann bis zu seinem Tode Abgeordneter des Kantons Wiltz. Wie sein Onkel, der Tierarzt Charles Faber, war er eine unentbehrliche Stütze des "Ackerbauvereins", als Redakteur, Sekretär und sogar Vize-Präsident. Als 1866 die Cholera in Wiltz ausbrach, half Buffet bei der Pflege der Kranken und zusammen mit Luxemburger Ärzten und Tierärzten betreute er kranke Menschen und Tiere 1870 in der im deutsch-französischen Krieg belagerten Stadt Metz. Er starb wenige Tage vor den Feierlichkeiten zum 50. Jahrestag des "Ackerbauvereins" in Wiltz am 20. September 1895 (Theves, 1991).

Je wertvoller der Viehbestand und je größer die Gefahr der Ausbreitung gefährlicher Viehseuchen durch internationalen Verkehr, desto wichtiger die gründliche Ausbildung des Tierarztes. Das Gesetz vom 8. März 1875 "concernant les jurys d'examens pour la collation des grades" verlangte vom zukünftigen Tierarzt den erfolgreichen Abschluß der Quarta als Vorbereitung zu den tierarzneilichen

Studien. Eine Jury, unabhängig vom Ärztekollegium und nur noch aus Tierärzten bestehend, vergab den Titel des „médecin-vétérinaire“ nach 4 Jahren Studien an einer Tierarztschule. Erst 1927 wurde Matura und „candidature en sciences naturelles“ vom Tierärztkandidaten gefordert und der Grad des „docteur en médecine vétérinaire“ verliehen.

*

Ein anderer Ettelbrücker, Michel Heinen, praktizierte im Ardennerstädtchen von 1878 bis zu seinem frühen Tode im Jahre 1890.

Michel Heinen wurde in Ettelbrück am 26. Oktober 1855 geboren. Nach Studien in Alfort/Paris wurde er in der Übergangsperiode als einer der letzten vom Ärztekollegium am 17. Oktober 1877 zum Tierarzt 1. Klasse ernannt. Er praktizierte in seiner Heimatstadt von 1878 an und wurde am 15. April 1884 mit Kursen an der Ettelbrücker Ackerbauschule betraut. Er starb in Ettelbrück am 1. August 1890 im Alter von 34 Jahren (Theves, 1991).

Ende des 19. Jahrhunderts verbesserten technische Neuerungen, wie Fernsprechnetze und Automobil, die Lage der Tierärzte. Entdeckungen und Fortschritte auf medizinischem Gebiet stellten ihnen neuartige, vorbeugende und heilende Mittel zur Bekämpfung der Tierkrankheiten, besonders der Rinderpest, der Lungenseuche, des Milzbrandes und der Tuberkulose, zur Verfügung. Die Arbeiten von Louis Pasteur (1822-1895) und Robert Koch (1843-1910) brachten endlich Licht auf das bisher dunkel gebliebene Gebiet der Entstehung der Seuchen und ansteckenden Krankheiten.

*

Jean Hoffmann, ein gebürtiger Ettelbrücker, kam dort am 1. Januar 1868 zur Welt. Nach Studien in Alfort und Stuttgart, wurde er am 31. Oktober 1890 von der Examensjury zum Tierarzt proklamiert. Hoffmann praktizierte von nun an in seiner Heimatstadt und wurde am 3. Mai 1891 vom Gemeinderat mit der Fleischkontrolle in Ettelbrück beauftragt. Er war 1909 bis 1912 mit Kursen in der Ackerbauschule und besonders in der Winterschule für Erwachsene



Charles Buffet (1840-1895)

Jean Hoffmann (1868-1940)



Tierarzt Jean Hoffmann im damaligen Merscher Straßenbild.

Zwei Konferenzen in Ettelbrück

vom Staatstierarzt Hoffmann aus Mersch.



**Dienstag, den 5. Januar 1932, um 3 $\frac{1}{4}$ Uhr
im Kinosaal FELTGEN in Ettelbrück**

Konferenz A

Ueber: **Volkswirtschaft — Einfluss der Industrie auf das Volksleben — Liebe und Ermutigung zum Landleben:** a) Halte dich an den Boden als Ersatz beim teilweisen Ausfall der Industriearbeit — b) Die schöne Kuh, die schöne Ziege, ein paar Schweine — **Geflügel- u. Kaninchenzucht — Obstbau — Allgemeine Hygiene, Tierhygiene — Für den Menschen gefährliche Tierkrankheiten, namentlich Tuberkulose.**

Eintritt 3 Franken pro Person

**Sonntag, den 10. Januar 1932, um 3 $\frac{1}{4}$ Uhr
im Kinosaal FELTGEN**

Konferenz B

Ueber: Die Stadt Ettelbrück gesehen im Lichte meiner Erinnerung von über ein halbes Jahrhundert hinaus: Bauernwesen, Handel, Handwerk, Verkehr — Landwirtschaftliches Entwicklungswesen, Genossenschaftswesen, Amellorationen, Staats-Ackerbauschule, landwirtschaftliche Winterschule. Landwirtschaftliche Betriebe, culture maraichère, landwirtschaftlich ökonomisches Denken — Viehzucht, unsere Rassen, namentlich diejenigen die sich bewährt haben — Zucht- und Fettvieh, Liebhabertiere, Extérieur — Fleisch- und Milchkenntnisse des Konsumenten, Konsumentenrechte.

Bürgerinnen und Hausfrauen im Bauernbetrieb sind willkommen.

Eintritt 3 Franken pro Person

Bachd.

Ettelbrück

betraut. Im Jahre 1906 wurde Hoffmann zum Staatstierarzt des Kantons Capellen ernannt, demissionierte jedoch bereits 5 Monate später von diesem Posten. Beim Ableben von Charles Bourg (1875-1912) aus Mersch, wurde er dann am 6. August 1912 Staatstierarzt in Mersch. Er starb in Mersch am 11. April 1940 im Alter von 72 Jahren (Theves, 1991).

*

Jean Heuertz aus Fels war in den Jahren 1915 und 1918 bis 1922 als Tierarzt in Ettelbrück tätig.

Jean Heuertz war in Fels am 5. November 1886 geboren. Seine Studien absolvierte er in München und wurde am 15. Oktober 1912 zum Tierarzt proklamiert. Er praktizierte in Bettembourg, Ettelbrück, Uffingen, dann wieder in Ettelbrück bis es den Wandervogel nicht mehr hielt und er nach Argentinien, Belgisch-Kongo und Uruguay auswanderte. Er starb in Montevideo im Jahre 1963 im Alter von 76 Jahren (Theves, 1991).

*

Fritz Eyschen war nicht so wanderlustig wie Heuertz, er blieb in Ettelbrück von 1912 bis zu seinem Tode im Jahre 1949.

Fritz Eyschen wurde in Weiswampach am 27. April 1883 geboren. Nach Studien in Gießen, Cuerghem und Alfort, wurde er am 25. September 1909 zum Tierarzt ernannt. Er ließ sich zuerst in Mersch nieder, dann ab 1912 in Ettelbrück, wo er die Fleischkontrolle in den umliegenden Gemeinden und im neuen Schlachthof übernahm. Seit 1912 dozierte er in der Ettelbrücker Ackerbauschule Hygiene und Krankheiten der Haustiere, und wurde 1936 ebenfalls mit dem seit Jahrzehnten von seinem Kollegen Joseph-Nicolas Ries betreuten Hufbeschlagkursus beauftragt. Ey-



Jean Heuertz (1886-1963)

Fritz Eyschen (1883-1949)

schen, der sich stets für die materiellen und moralischen Belange der Tierärzte einsetzte, die Sorgen der Bauern und besonders der Pferdezüchter aber nicht vergaß, war von 1925 bis 1940 Mitglied der Landwirtschaftskammer. Er wurde 1934 zusammen mit Pierre Noesen (1896-1951) zum Staatstierarzt für den Kanton Diekirch ernannt. er starb in Ettelbrück am 28. August 1949 im Alter von 66 Jahren (Theves, 1991).

*

Am 10. Oktober 1883 feierte Ettelbrück die festliche Eröffnung der Ackerbauschule, eine Institution, die im Gegensatz zur Ackerbauschule von Echternach, welche nur 12 Jahre bestand (1856-1868), prächtig gedieh und heute

aus dem Leben der Luxemburger Landwirtschaft kaum noch wegzudenken ist.

Bereits 1884 wurde Michel Heinen mit Kursen über Tierzucht an der neuen Anstalt betraut. Bei dem allzufrühen Hinscheiden von Heinen wurde der Tierarzt Félix Hoffmann (1862-1923) aus Düdelingen während des Schuljahres 1890/91 sein Nachfolger. Als Hoffmann 1891 nach Düdelingen zurückkehrte, war es an der Reihe von Constant Wolf aus Diekirch den Schülern der Ackerbauschule die nötigen Kenntnisse über Pferde-, Rinder- und Schweinezucht beizubringen. Er tat dies bis 1894.

Am 3. Oktober 1892 wurde der Staatstierarzt von Clerf, Joseph-Nicolas Ries, provisorisch zum Professor an der Ackerbauschule ernannt. 2 Monate später verließ er seinen Posten in Clerf, um sich ganz seiner neuen Aufgabe zu widmen. Er wurde am 22. November 1895 zum Professor 1. Klasse befördert, erhielt jedoch von der Regierung eine Spezialerlaubnis weiterhin Privatpraxis ausüben zu dürfen. Bekannt waren seine Hufbeschlagkurse, welche in der Schmiede von Schieren stattfanden. Ries, zu seiner Zeit ein weit über die Grenzen des Landes bekannter und brillanter Fachschriftsteller sowie ein vielfach aufgesuchter Spezialist für Pferdekrankheiten, leitete die Hufbeschlagkurse bis 1936. Sein Nachfolger wurde Fritz Eyschen, der seit 1912 ebenfalls Kurse über Hygiene und Pathologie der Haustiere gab.

Jean Hoffmann, seit 1891 in Ettelbrück ansässig, war von 1909 bis 1912 mit Kursen beauftragt, er leitete zur selben Zeit die landwirtschaftliche Winterschule für Erwachsene (Daubenfeld, 1947 / Theves, 1991).



25.2.1893: Tierarzt Joseph-Nicolas Ries (1. von links) leitet den Hufbeschlagkursus in Schieren.

Joseph-Nicolas Ries wurde in Junglinster am 4. Juli 1866 geboren. Seine Studien absolvierte er in Alfort/Paris, er wurde am 18. April 1890 zum Tierarzt proklamiert. Zunächst für 2 Jahre Staatstierarzt des Kanton Clerf, wurde Ries 1892 provisorisch zum Professor an der Ettelbrücker Ackerbauschule ernannt. Bereits 1895 wurde er an derselben Anstalt Professor 1. Klasse. Am 25. Januar 1908 wurde er zum Staatstierarzt des Kantons Diekirch berufen bis er am 5. Juli 1934 in den Ruhestand trat. Seit 1896 war Ries korrespondierendes Mitglied der " Académie Vétérinaire de France " und Verfasser zahlreicher Artikel in ausländischen Fachzeitschriften. Zusammen mit 2 Professoren der tierärztlichen Schule von Alfort veröffentlichte er 1925 ein während mehr als 30 Jahren gültigen Werk über Tierkrankheiten, " Traité de Médecine des Animaux Domestiques ". Er starb hochgeehrt (" Chevalier de la Légion d'Honneur ") in Luxemburg am 12. März 1945 im Alter von 79 Jahren (Theves, 1991).

*

Der erste öffentliche Schlachthof des Großherzogtums wurde im Luxemburg/Pfaffenthal im Jahre 1876 eröffnet. Damals wurden alle Schlachtstätten der Metzger innerhalb der Stadt geschlossen: " ces établissements se trouvent dans des conditions telles qu'ils incommode le voisinage par l'odeur fétide qu'ils répandent. ... Un tel état de choses présente des dangers réels pour l'hygiène publique. Les administrations communales intéressées sont priées d'y remédier sans le moindre retard ", so schrieb bereits 1866 der Generaldirektor der Justiz Vannerus den Gemeindeverwaltungen (Mémorial, 1866). Es wurden also hauptsächlich hygienische Argumente gegen die Privat-



Joseph-Nicolas Ries (1886-1945) Théodore Els (1902-1960)

schlächtereien in den Städten ins Feld geführt. Doch gab es auch moralische Bedenken gegen das Schlachten in den Straßen einer Ortschaft. Das brutale Töten könnte der zuschauenden Jugend Schaden an der Seele zufügen und in ihr ungehemmte Brutalität gegen Tier und Mensch hervorrufen.

Die gesetzlichen Grundlagen für eine vorwiegend von Tierärzten durchgeführte Fleischkontrolle wurden im September 1892 geschaffen. Zuständig für den Kanton Diekirch und die Stadt Ettelbrück war damals Jean Hoffmann. Er kontrollierte die von den Privatmetzgern in Ettelbrück, Bourscheid, Erpeldingen, Feulen, Mertzig und Schieren geschlachteten Tiere.



Tierarzt Joseph-Nicolas Ries bei einer seiner üblichen Überlandfahrten.



Charles Krombach (1870-1941) Léon Faber (1893-1955)

Um die Jahrhundertwende hatten bereits viele Gemeinden ein eigenes Schlachthaus, so Diekirch, Esch/Alzette, Remich, Echternach, Grevenmacher und Hollerich. 1903 öffnete der Schlachthof von Düdelingen und 2 Jahre später derjenige von Wiltz, 1909 bekam auch Rümelingen ihr Schlachthaus und am 12. September 1910 konnte nach zähen Verhandlungen und unzähligen Vorbereitungen, welche bereits 10 Jahre früher begonnen hatten, auch der Schlachthof von Ettelbrück im „Lärchen“ eingeweiht werden (siehe Dondelinger/Muller, de Reider, 8/1990). Mit der Fleischkontrolle war zunächst Jean Hoffmann betraut und ab 5. Oktober 1912 bis 1948 war Fritz Eyschen der diensttuende Fleischbeschauer am städtischen Schlachthof.

*

Es bleiben noch 3 Luxemburger Tierärzte zu erwähnen, welche in Ettelbrück geboren wurden, auch wenn ihre berufliche Laufbahn sie in andere Gegenden verschlug.

Krombach Charles wurde, wie bereits erwähnt, in Ettelbrück am 15. August 1870 als Sohn des Tierarztes Nicolas Krombach geboren. Er ließ sich 1893 zunächst in Differdingen nieder und zog dann 1897 nach Düdelingen, wo er seit 1903 Direktor des dortigen Schlachthofes war. Liberaler Abgeordneter von 1908 bis 1918, wurde er 1923 wiedergewählt und wurde 1935 Vizepräsident der Abgeordnetenversammlung. Krombach starb in Düdelingen am 20. August 1941 im Alter von 71 Jahren.

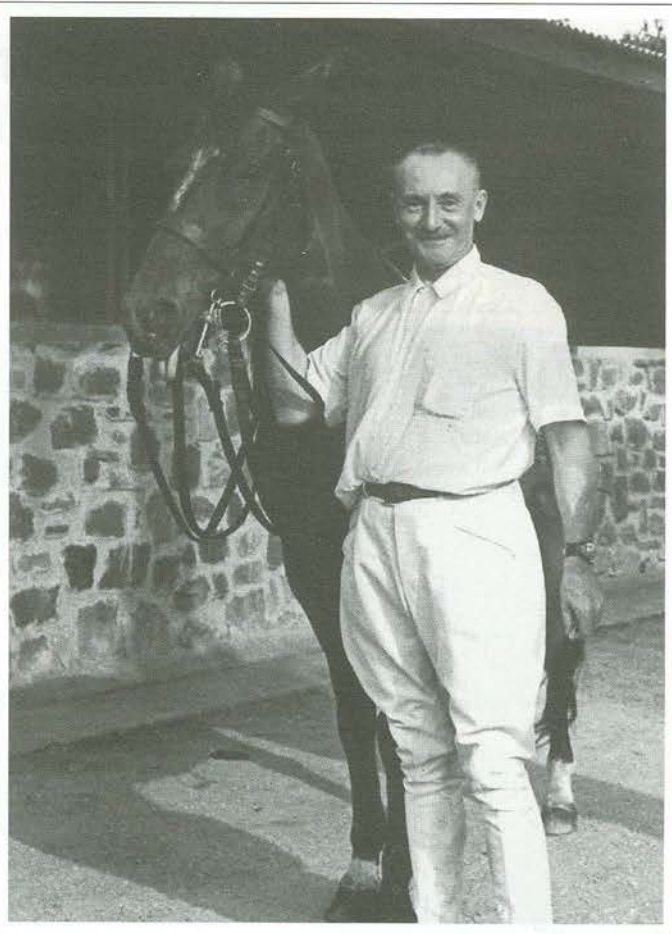
Bibliographie:

Anonyme, 1864: *Recueil des dispositions législatives et réglementaires sur l'exercice de la médecine vétérinaire, la police sanitaire du bétail, la vente et l'amélioration des races d'animaux domestiques dans le Grand-Duché de Luxembourg*, Imprimerie et Librairie de V. Buck, Luxembourg, 170 p.

A.N.Lux.: *Archives Nationales de Luxembourg: Régime français*, B15.

Daubenfeld, Nic., 1947: *Ein Jahrhundert landwirtschaftlicher Unterricht*, in: *École Agricole de l'État à Ettelbruck, Programme publié à la clôture de l'année scolaire 1946-47*, pp. 3-68, Imprimerie du Nord, Diekirch.

Dondelinger, Will / Muller, Arthur, 1990: *Über Metzger, Fleischversorgung und Fleischkontrolle in der Gemeinde Ettelbrück, Teil*



Tierarzt Théodore Els, der große Pferdeliebhaber.

Léon Faber wurde in Ettelbrück am 6. März 1893 geboren. Er praktizierte von 1914 bis 1922 in Wiltz bevor er nach Mersch übersiedelte. Faber war ein über die Grenzen hinaus bekannter Botaniker und Topograph, dem 1958 in der Nähe von Rollingen bei Mersch ein Denkmal errichtet wurde. Faber starb in Mersch am 16. April 1955 im Alter von 62 Jahren.

Théodore Els wurde in Ettelbrück am 17. Oktober 1902 geboren. 1928 zog es ihn nach Belgisch-Kongo, wo er wirksame Bekämpfungsprogramme gegen tropische Tierkrankheiten durchführte. Er kehrte im Jahre 1960 in seine Heimat zurück und starb in Luxemburg am 6. Dezember 1960 im Alter von 58 Jahren.

II, in: *De Reider, informationsblad vun der gemeng ettelbréck*, 1990/8, pp. 30-36, Ettelbrück.

Fischer, E. & J.P.-J. Koltz, 1891: *Rapport Général sur l'État de l'Agriculture dans le Grand-Duché de 1839-1889*, Luxembourg, 482-2 p.

Mémorial, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, 1815-1945.

Theves, Georges, 1991: *Le Luxembourg et ses Vétérinaires 1790-1990 de l'artiste vétérinaire au docteur en médecine vétérinaire*, Edition Arts et Livres, Luxembourg, 310 p.

Theves, Georges, 1991: *Vom praktischen Tierarzt im Großherzogtum Luxemburg 1790-1990*, in: *Cahiers Luxembourgeois*, n° 4, pp. 35-50, Luxembourg.

Jüdische Bevölkerung in Ettelbrück

Zum Gedenken an eine einst blühende Religionsgemeinschaft

Will Dondelinger / Arthur Muller

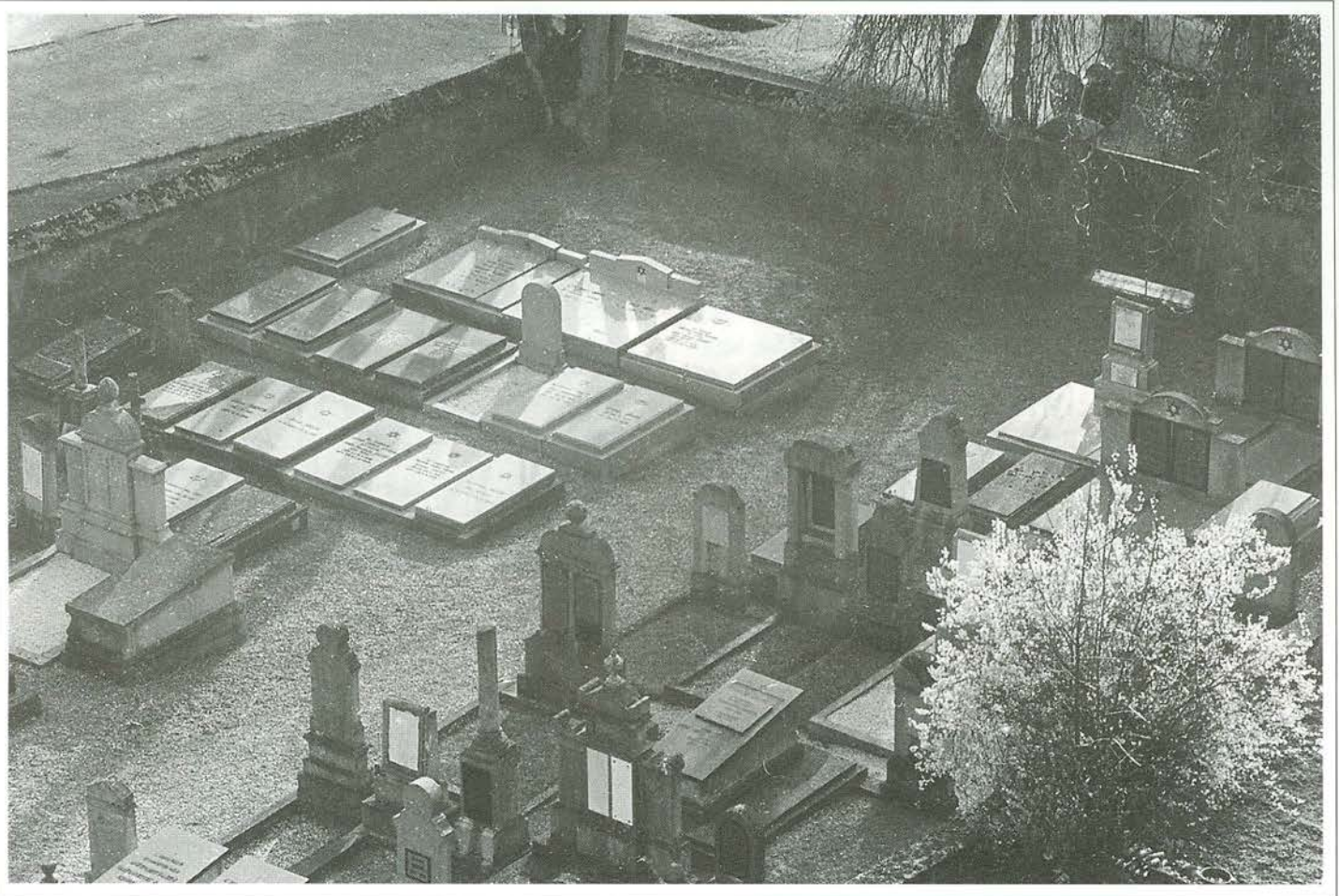


Foto: Arthur Muller

Einleitung

Das Bedürfnis und die Notwendigkeit sich zu erinnern gilt umso mehr, je weniger Zeitzeugen vorhanden sind die den Lebenden und vor allem der Jugend über eine Zeit von unvorstellbar grausamen Ereignissen zu berichten wissen.

Zugleich soll dieser Rückblick im Anschluß an das Jahre 1997, dem Jahr der Bekämpfung von Rassen- und Religionsdiskriminierung, Anstoß zur Erinnerung für Ettelbrücks Bevölkerung sein, welche die Entwicklung einer einst in ihrer Mitte blühenden jüdischen Religionsgemeinschaft tatkräftig unterstützt und gesellschaftlich miterlebt hat. Den jüdischen Mitbürgern hat unsere Stadt, in einem Zeitraum von über 140 Jahren, stets eine weltoffene Gesinnung entgegengebracht. Sie war geprägt durch Verständnis und Einfühlungsvermögen, Eigenarten welche die nachbarlichen Beziehungen im höchsten Maß erleichterten und deren Einbeziehung in das öffentliche Gesellschaftsleben nur förderlich sein konnten.

Allgemeines

Im neuen Testament wird der Christ in unzähligen Begebenheiten mit dem Judentum konfrontiert. Ein Jude kann, so fern es nötig ist, mit seiner Bibel, dem alten Testament, ein gottgefälliges Leben führen, ohne je dem Christentum begegnet zu sein.

Um so bedauerlicher erscheint es uns heutzutage, daß die mittelalterliche Kirche in ihrem machthungrigen Herrschaftsdrang das alle Niederlagen überlebende Judentum immer wieder mit Hartnäckigkeit bekämpfte und verfolgte. Auch Martin Luther hatte mit Nachdruck die Bestrafung aller Juden, die sich nicht zum Christentum bekennen wollten, empfohlen.

So sorgte die damalige Kirche und die herrschende Elite bis in die Neuzeit hinein, daß Juden zu vielen Lebensbereichen keinen Zugang hatten und sich nicht nach Wunsch und Fähigkeit entfalten konnten. Es war ihnen unter anderem nicht erlaubt Boden zu besitzen, sie durften lange Zeit sich nicht in der Landwirtschaft betätigen, sie

hatten kein Recht den Zünften beizutreten und waren von allen Ämtern und akademischen Berufen ausgeschlossen.

Bedingt durch all diese Zwänge wurden die Juden um ihren Lebensunterhalt zu sichern in andere Berufe gedrängt. So betätigten sie sich besonders im Vieh- und Pferdehandel. Sie übten Handwerkerberufe wie Schneider, Schuhmacher, Polsterer oder Metzger aus. Sie trieben Handel mit Textilien, Polstermöbeln, Häuten, Leder, Schuhwaren und Pferdegeschirr. Ganz oft waren sie gleichzeitig in mehreren Bereichen tätig, zum Beispiel als Gastwirt, Viehhändler, oder Metzger. Durch ihre Gesellschaftsposition eigneten sie sich im Laufe der Zeit, einerseits eine bestimmte Geschäftsschläue an, andererseits entwickelten sie in all ihren Betätigungen eine ausdauernde Beharrlichkeit, ganz oft gepaart mit sparsamem Lebenswandel. So war es nicht verwunderlich, daß viele Juden, dank ihres Fleißes und ihrer Genügsamkeit, es mit der Zeit zu Wohlstand brachten, der es ihnen erlaubte, sich erfolgreich in größeren Industriebetrieben, wie Webereien, Steingutfabriken oder Handschuhfabriken zu betätigen oder in das Geld- und Zinsgeschäft einzusteigen.

Vor allem im letzteren Berufswesen wurden sie zur Zielscheibe der Bevölkerung, besonders der kleinen Schuldner, welche von Mißgunst getrieben oft versuchten ihren Zorn an den Juden auszulassen. Zusätzlich wurden dieselben immer wieder des Christismordes, der Schändung oder Bekämpfung christlicher Einrichtungen sowie der Verursachung von Pest, Cholera oder sonstiger ansteckender Krankheiten bezichtigt.

All diese widrigen Umstände und die erniedrigenden Anfeindungen, welche sich je nach politischer Lage in einzelnen Ländern verstärkten, stempelten die jüdische Bevölkerung ganz oft zum Freiwill der menschlichen Gesellschaft. Sie erklären zum Teil auch deren allgemeine Unseßhaftigkeit. Zur Heimatlosigkeit gezwungen, aber von Überlebensdrang beseelt, neigten die meisten Juden dazu, sich in ständiger Flucht nach anderen, ihnen besser gesinnten Gegenden umzusehen.

Die Ideen der Aufklärung, die in Europa seit dem 17. Jahrhundert zu immer größerem Einfluß gelangten, schufen seit der Mitte des 18. Jahrhunderts auch innerhalb des Judentums Bestrebungen, sich der abendländischen Bildung und Lebensweise nicht zu verschließen. Diese Tendenz führte zu einer teilweise Befreiung von den Fesseln der Überlieferung und von den strengen Vorschriften des jüdischen Ritualgesetzes.

In Deutschland war es der Religionsphilosoph Moses Mendelssohn (1729-1786) der für Reformen eintrat. Dadurch wurde er zu einem Wegbereiter eines den modernen Bedürfnissen angepaßten Glaubens. Gleichzeitig verbesserte sich in vielen Ländern die äußere Lage des Judentums. In dem jungen amerikanischen Staatswesen wurde 1776 die Religionsfreiheit verkündet. Die Französische Revolution ermöglichte die Emanzipation der Juden. Im religiösen Leben des Judentums in Westeuropa und Nordamerika lassen sich drei Gruppen unterscheiden:

1. Die „Orthodoxen“ glauben an den göttlichen Ursprung der Thora und die unbedingte Gültigkeit der rabbinischen Vorschriften. Sie verlangen die Befolgung aller rituellen Gesetze, soweit dies innerhalb des modernen Lebens noch möglich ist.

2. Die Vertreter von Reformen sehen nur den geistig-religiösen Gehalt der Hl. Schrift als göttlich an. In der Überzeugung, daß die Ausdrucksformen der Religion den wandelbaren Bedürfnissen der Zeit angepaßt werden sollen, werden die Feste nur noch zum Teil und in vereinfachter Form begangen. So wurde ein Sonntagsgottesdienst mit Orgelspiel eingeführt. Statt des Hebräischen wird die Landessprache im Kultus verwendet. Die Speisegesetze und andere Vorschriften sind größtenteils aufgegeben worden.

3. Eine dritte, liberale Gruppe, sucht zwischen diesen Extremen einen mittleren Weg zu gehen, indem sie einen möglichst engen Anschluß an das Überlieferte mit modernen Ansichten und Andachtsformen zu verbinden sucht.

Durch diese Entwicklung, welche sich in allen Ländern Europas verbreitete, konnte der Antisemitismus nicht vollständig beseitigt werden.

Ein Höhepunkt unerhörter Judenfeindlichkeit wurde mit der Machtübernahme der Naziregierung am 30. Januar 1933 eingeleitet. Sie zielte dahin die europäischen Juden unter den brutalsten Verfolgungen und Erniedrigungen auszurotten. Vor allem seien die Nürnberger Gesetze von 1935 hervorzuheben, die Goering persönlich unterzeichnet und verkündet hatte. Sie verordneten unter Dutzenden von Erlassen gegen die Juden:

- die Aberkennung der deutschen Staatsbürgerschaft;
- die Registrierung und Beschlagnahme jüdischen Eigentums ab 1938;
- die Aberkennung aller bürgerlichen Rechte;
- das Verbot einer Heirat sowie menschlicher Beziehungen jeglicher Art zwischen Juden und Deutschen;
- die Ächtung aus allen privaten Positionen oder öffentlichen Ämtern.

Zusätzlich wurde ihnen die Zahlung einer riesigen Bußgeldsumme von einer Milliarde Reichsmark für die Zerstörungen jüdischen Eigentums in der Kristallnacht vom 9. auf den 10. November 1938 auferlegt. Die Verwüstungen waren jedoch durch die Nazis selbst verursacht worden.

Es folgte eine sich steigernde Diskriminierung der Judenrasse mit der anschließenden Deportation in östliche Ghettos. Schließlich führte die Herabsetzung der Juden auf den Status eines Untermenschen zu ihrer Vernichtung im Holocaust.

Ohne den durch Jahrhunderte inspirierten Judenthaß wäre es Hitler und den Nazis kaum gelungen, diesen in der Weltgeschichte einmalig grausam durchgeführten Völkermord an über 6 Millionen jüdischen Mitbürgern durchzuführen. Erst seit der öffentlichen Bekanntgabe des Holocausts, zu Ende des Zweiten Weltkrieges, wurde das barbarische Ausmaß der Verfolgung erkannt.

In der Nachkriegszeit setzte ein Umdenken gegenüber dem Judentum ein.

Besonders Papst Johannes XXIII hat zu dieser Erkenntnis und Entwicklung mutige Worte gesprochen, als er betete:

„Herrgott, vergib uns die Verfluchung, die wir zu Unrecht aussprachen über den Namen der Juden. Vergib uns, daß wir Dich in ihrem Fleisch zum zweiten Mal kreuzigten, denn wir wußten nicht, was wir taten.“

Das ökumenische Konzil (1962-65), das ebenfalls von Johannes XXIII einberufen worden war, brach mit den antiprotestantischen Vorstellungen des Konzils von Trient (1545-1563) und befürwortete den Gedankenaustausch und gemeinsame Gottesdienste mit den protestantischen und orthodoxen Konfessionen. Darüberhinaus wird heutzutage durch die „Association interconfessionnelle“ und durch Gespräche ein besseres Verständnis zwischen Katholiken, Protestanten, Orthodoxen und Juden gefördert. Zudem bezieht die vor kurzem ins Leben gerufene „Internationale Vereinigung für den Dialog zwischen Christen, Juden und Moslems“, ebenfalls den Islam in die Annäherung der großen monotheistischen Religionen mit ein.

Außerdem verurteilte Johannes XXIII den Antisemitismus. Seine mißbilligende Einstellung wurde auch von Papst Jean-Paul II, der als Kardinal unter 2.594 Bischöfen am 2. Vatikanischen Konzil teilnahm, mit Nachdruck vertreten. Er war sehr bemüht den Dialog mit den jüdischen Religionsvertretern zu fördern.

So begab sich Jean-Paul II zum Gebet in die bekannteste Synagoge von Rom. Durch die Jahrhunderte hatte kein Papst dieses Zeichen der Versöhnung mit den Juden gewagt. In tiefer Ergriffenheit hörte er sich u. a. den jüdischen Lobgesang „Ani Maamin“ (Ich glaube) an. Diesen Gesang hatten die jüdischen Gläubigen in den Konzentrationslagern angestimmt, wenn sie von den Nazis in die Gaskammern getrieben wurden.

Die jüdische Bevölkerung in Luxemburg

Mit dem Sturm auf die Bastille am 14. Juli 1789 in Paris und der landesweiten Aufstände des Dritten Standes der Bürger und Bauern in Frankreich hatte die Revolution gesiegt. Am 26. August desselben Jahres erfolgte die Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte. Wie die Amerikaner am 4. Juli 1776 so beriefen sich ebenfalls die Franzosen auf die natürlichen Rechte der Menschen, auf Freiheit und Gleichheit, auf Schutz des Eigentums, auf Sicherheit und Widerstand gegenüber Unterdrückung.

Ein Dekret vom 28. September 1791 gestand ebenfalls den bis dahin benachteiligten Juden die Gleichberechtigung zu. Die französische Verwaltung schaffte am 14. Juli 1795 die für die jüdischen Händler von Philipp V angeordneten hohen Brücken- und Wegegeder endgültig ab. So erhielten die Juden die gleichen Rechte wie die übrigen Staatsbürger. Ihrer regen Arbeit und Intelligenz verdanken viele Völker große Leistungen, vornehmlich in allen Zweigen der Wissenschaft, Literatur, Kunst und Wirtschaft.

Von nun an konnten dieselben überall ansässig werden. Eine der ersten dieser Familien, die nach Luxemburg kamen, waren die Godchaux. Um 1808 zählte die Stadt Luxemburg ungefähr 75 jüdische Bürger.

Die in unserem Land zu Anfang des 19. Jahrhunderts sich bildenden Gemeinden in Luxemburg, Esch/Alzette, Ettelbruck, Mondorf, Echternach und in den Moselkantonen setzten sich fast ausschließlich aus Aschkenazen zusammen. Vorwiegend wanderten sie aus Deutschland oder den osteuropäischen Ländern, vor allem aus Polen, ein. Seit den fünfziger Jahren sank ihr Anteil an der jüdischen Bevölkerung in Luxemburg auf 65%. Der restliche Anteil wurde immer mehr von den Sepharaden eingenommen.

Dies sind Juden, die aus dem Mittelmeerraum oder aus Nordafrika einwanderten.

Als nach dem Wiener Kongress im Jahre 1815 für unser Land sich neue Zeiten anbahnten und Luxemburg zum Privatbesitz des holländischen König wurde, blieb die in Luxemburg und Arlon lebende Judengemeinschaft von insgesamt 147 Mitgliedern unter dem Einfluß und der Autorität des Trierer Konsistoriums, obschon die Synagoge ausschließlich von Den Haag abhängig war.

Durch die belgische Revolution von 1830, welche die Trennung Belgiens von Holland verursachte und später die Autonomie des Großherzogtums Luxemburg bewirkte, erlangte die jüdische Gemeinde in Luxemburg ab dem Jahr 1831 eine immer größer werdende Selbständigkeit, welche im Jahre 1835 zur Trennung von der Trierer Judengemeinde führte. Ab 1835 ernannte die Luxemburger Regierung die Verwalter der jüdischen Gemeinde und mit der Erhebung zu einem eigenen Konsistorium, als dessen Präsidenten die Mitglieder der Familie Godchaux bis ins 20. Jahrhundert fungierten, erreichte sie mit dem Recht auf einen eigenen Rabbiner und einer eigenen Schule dieselben Vorteile wie andere Bürger im Lande.

Durch königlich-großherzoglichen Beschluß wurde im Jahre 1840 die israelitische Konsistorialverfassung neu festgelegt. Ein Rabbinat, mit staatlicher Subvention, wurde gegründet. Im Jahre 1843 wurde als erster Amtsverweser Dr. Samuel Kirsch berufen. Dessen Nachfolger wurden:

Rabbiner Sopher	1866-1870
Isaac Blumenstein	1871-1903
Samuel Fuchs	1903-1928
Dr. Robert Serebrenik	1929-1941
	1945-1946
Joseph Kratzenstein	1946-1948
Charles Lehrmann	1950-1958
Dr. Emmanuel Bulz	1958-1990
Joseph Sayagh	seit 1990

Wohl bekam auch die jüdische Gemeinde Luxemburg, teilweise bedingt durch die liberale Verfassung aus dem Jahre 1848, welche allen Bürgern die Religionsfreiheit zusicherte, ihre internen Dissidenzschwierigkeiten, welche zusätzlich durch die für viele allzu tolerante Denkweise des ersten Rabbiners Dr. Samuel Hirsch nicht abgeklärt werden konnten.

Von Staatsseite her waltete stets eine von Vorsicht geprägte Kontrolle, während im gesetzgeberischen Bereich meistens zögernde Abwartung vorherrschte.

Grundsätzlich bleibt aber zu betonen, daß die Haltung der Luxemburger gegenüber den jüdischen Mitbürgern so gestaltet war, daß sie sich menschlichen Beziehungen und dem gemeinschaftlichen Gesellschaftsleben nicht entgegensetzte.

Nach diesem allgemeinen kurzen Überblick über das Judentum in Luxemburg, werden wir uns in der nächsten Folge des „REIDER“ der einstmals beachtlichen jüdischen Religionsgemeinschaft in Ettelbrück zuwenden.



